



COOPÉRATION

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE PREMIER MINISTRE DU NIGER

P.2

LE MEDIATEUR MAGHREBIN

Quotidien national d'information

Mercredi 14 août 2024 - N°: 187 - Prix:10 DA



CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

LA 3^e ÉDITION DU 5 AU 7 DÉCEMBRE PROCHAIN À ALGER

P.16

MANQUE D'UNE REPRÉSENTATION EFFICIENTE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'Algérie appelle à redresser le tort historique infligé à l'Afrique



Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Lounès Magramane, a réitéré, lundi dernier, à New York, la conviction de l'Algérie quant au besoin du Conseil de sécurité de l'ONU, aujourd'hui, de la voix africaine, appelant à la nécessité de redresser le tort historique infligé au continent qui manque d'une représentation efficiente au Conseil.

P.3



LUTTE CONTRE LES VULNÉRABILITÉS ET LA CONSÉCRATION DE L'ÉQUITÉ SOCIALE

D'IMPORTANTES ACQUIS RÉALISÉS ENTRE 2019 ET 2023

P.3

24 MORTS DANS UN EFFONDREMENT EN OUGANDA



LE CHEF DE L'ETAT PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES

P.2

GAZA



500 ÉCOLES BOMBARDÉES PAR LES FORCES D'OCCUPATION SIONISTE

P.9

Salah Goudjil reçoit Lamine Zeine Ali Mahaman

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a reçu lundi dernier, le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger, M. Lamine Zeine Ali Mahaman qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un communiqué du Conseil. Cette audience s'est déroulée en présence du ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab.

Cette rencontre a été l'occasion de passer en revue "l'état et les perspectives des relations fraternelles et historiques entre l'Algérie et le Niger, basées sur le respect mutuel, la solidarité, la bonne entente et le bon voisinage. Elle a également permis d'échanger les points de vue et de débattre la situation qui prévaut dans la région du Sahel, zone marquée désormais par des conditions exceptionnelles, auxquelles il faut ajouter les circonstances qui dominent la scène provoquant l'instabilité tout autant que les mutations rapides et effrénées prévalant dans le monde", précise la même source. M. Goudjil a évoqué "les principes africains qui unissent les pays et les peuples du continent", soulignant que l'Algérie considère le Niger comme "un pays proche géographiquement, historiquement, humainement et diplomatiquement". Il a exprimé "le désir de l'Algérie de renforcer les relations bilatérales fraternelles avec le Niger en les faisant progresser à travers des échanges de visites de haut niveau et toutes les démarches diplomatiques appropriées pour revitaliser la dynamique entretenue par les deux peuples depuis de nombreuses années". Le président du Conseil de la nation a réitéré, par la même occasion, "la position constante de l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, inspirée par ses expériences pionnières en matière de solutions pacifiques aux crises". Il a également réaffirmé "l'engagement de l'Algérie envers les valeurs de dialogue et de réconciliation nationale, sa fermeté contre toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats, ainsi que son plaidoyer continu en faveur de l'indépendance des décisions politiques et économiques des pays africains". Il a, en outre, souligné "l'opposition de l'Algérie au colonialisme et son soutien au droit des peuples à l'autodétermination en permettant aux peuples palestinien et sahraoui de bénéficier de leur droit



à la protection, à la souveraineté et à l'indépendance", affirmant que "ces principes constituent les priorités de la diplomatie algérienne sous l'égide du Président Abdelmadjid Tebboune". Lors de cette audience, M. Goudjil a également souligné "l'importance de la coopération et de la coordination entre les deux pays amis pour faire face aux dangers menaçant la région du Sahel et les tentatives malveillantes émanant de pays ayant un passé et un présent colonial connu". Il a appelé, à cet égard, à "intensifier les efforts et à unifier les visions pour éviter à la région les conséquences graves d'insécurité et d'instabilité, telles que la propagation du terrorisme, la criminalité organisée et la recrudescence de l'immigration illégale". Il a souligné, par ailleurs, "la nécessité de poursuivre la coopération économique et de développement entre les deux pays et de la concrétiser grâce aux projets d'investissement communs". De son côté, le Premier ministre de la République du Niger a exprimé "sa fierté des relations histo-

riques liant son pays avec l'Algérie", saluant "les efforts considérables déployés par l'Algérie pour instaurer la sécurité et la stabilité dans la région et en Afrique, ainsi que son soutien constant au peuple nigérien pour surmonter les crises qu'il a traversées". Il a salué, à cette occasion, "la position du Président Abdelmadjid Tebboune qui rejette toute intervention militaire au Niger", affirmant que les Nigériens considèrent l'Algérie comme "un modèle, eu égard à son histoire révolutionnaire contre le colonialisme". Les relations bilatérales entre le Niger et l'Algérie reposent, a-t-il ajouté, sur "les principes de fraternité, d'amitié et de bonne entente". M. Zeine a exprimé "son admiration pour l'engagement de l'Algérie à respecter la souveraineté de tous les pays rejetant et refusant toute intervention dans les affaires internes des Etats", mettant en avant les aspirations de son pays pour "une coopération économique prometteuse avec l'Algérie, en adéquation avec la profondeur et la force des relations entre les deux pays".

COOPÉRATION Le président Tebboune reçoit le Premier ministre du Niger



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, à Alger, le Premier ministre de la République du Niger, M. Ali Mahaman Lamine Zeine, qui lui a remis une lettre du président du Conseil militaire du Niger, M. Abdourahmane Tiani.

AOUN REÇOIT LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DU NIGER Les relations de coopération entre les deux pays au menu

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun a reçu le ministre de l'Industrie et du Commerce de la République du Niger, M. Seydou Asmane, avec lequel il a examiné les relations de coopération entre les deux pays dans les différentes activités industrielles, indique un communiqué du ministère. La rencontre s'est tenue lundi au siège du ministère, dans le cadre de la visite du Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger, M. Ali Mahaman Lamine Zeine, en Algérie, a précisé la même source. A cette occasion, M. Aoun s'est félicité des relations bilatérales, réaffirmant "la volonté de l'Algérie de renforcer ces relations et de conforter le partenariat entre les deux pays au mieux des intérêts des deux parties", selon le communiqué.



Le Premier ministre nigérien visite Djamaâ El-Djazair

Le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger, M. Ali Mahaman Lamine Zeine, a effectué, lundi dernier, une visite à Djamaâ El-Djazair, dans le cadre de sa visite officielle en Algérie. Accompagné du ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, M. Ali Mahaman Lamine Zeine a été accueilli par le recteur de Djamaâ El-Djazair, cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini. A cette occasion, le Premier ministre nigérien a sillonné les différentes structures de cette mosquée et écouté un exposé sur cet édifice civilisationnel et religieux. Le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances de la République du Niger avait entamé, dimanche, une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation ministérielle.

24 MORTS DANS UN EFFONDREMENT À KAMPALA Le chef de l'Etat présente ses condoléances à son homologue ougandais

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, lundi dernier, un message de condoléances à son homologue ougandais, M. Yoweri Museveni, suite à un effondrement dans la banlieue de la capitale Kampala dans lequel 24 personnes ont péri et des dizaines d'autres ont été blessées. "Monsieur le président et cher frère, c'est avec une immense tristesse et une profonde affliction que

j'ai appris la nouvelle du terrible effondrement survenu dans la banlieue de la capitale Kampala, dans lequel 24 citoyens ougandais, dont des enfants, ont péri, et des dizaines d'autres ont été blessés", lit-on dans le message de condoléances. "En cette douloureuse épreuve, je vous présente ainsi qu'au Gouvernement ougandais, et, à travers vous, aux familles des victimes, en mon nom personnel et au nom du peuple et du Gouvernement

algériens, mes sincères condoléances, vous assurant de notre solidarité et de notre compassion et souhaitant un prompt rétablissement aux blessés", a écrit le président de la République dans son message. "Tout en vous réitérant nos sincères condoléances, veuillez croire, Monsieur le président et cher frère, en l'expression de notre très haute considération et de notre profond respect", a ajouté le président de la République.



MANQUE D'UNE REPRÉSENTATION EFFICIENTE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

L'Algérie appelle à redresser le tort historique infligé à l'Afrique

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Lounès Magramane, a réitéré, lundi dernier, à New York, la conviction de l'Algérie quant au besoin du Conseil de sécurité de l'ONU, aujourd'hui, de la voix africaine, appelant à la nécessité de redresser le tort historique infligé au continent qui manque d'une représentation efficiente au Conseil.

Magramane s'exprimait lors de sa participation à un débat de haut niveau au Conseil de sécurité de l'ONU intitulé "Redresser le tort historique et renforcer la représentation efficiente de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies", présidé par le président de la République de Sierra Leone, M. Julius Maada Bio, en sa qualité de président du Conseil de sécurité pour le mois d'août 2024. A l'entame de son allocution, M. Magramane a transmis les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ainsi que ses meilleurs vœux de succès pour ce débat, à son homologue sierra-léonais, coordonnateur du Comité des dix de l'Union africaine (C10), sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies. Magramane a présenté une analyse de la conjoncture régionale et internationale, lourde de défis et de risques menaçant la paix et la sécurité internationales, face à "une paralysie quasi totale du Conseil de sécurité de l'ONU incapable de mettre un terme ou de freiner, au moins, les politiques du fait accompli et les mesures unilatérales". Le continent africain a "tant souffert de cette triste réalité qui s'impose notamment dans la région du Sahel", a-t-il déploré, rappelant dans le même contexte "la souffrance continue du peuple du territoire du Sahara Occidental occupé depuis plus de 50 ans, et la tragédie que vivent nos frères Palestiniens dont la situation s'aggrave, de jour en jour, au vu de la guerre génocidaire menée par les autorités de l'occupation contre le peuple palestinien depuis plus de 10 mois consécutifs, à cause de l'incapacité du Conseil de sécurité à dissuader l'occupant israélien pour ses crimes". Magramane a en outre exprimé "la conviction



de l'Algérie quant au besoin du Conseil de sécurité aujourd'hui de la voix africaine, la voix de la sagesse, de l'engagement et de la responsabilité", rappelant la position africaine basée sur les principes contenus dans "le Consensus d'Ezulwini" et la "Déclaration de Syrte", étant le seul et principal cadre référentiel. Par ailleurs, le représentant de l'Algérie a passé en revue dans son allocution les résultats ayant couronné la 11e réunion ministérielle du Comité des dix chefs (C10) d'Etat et de Gouvernement de l'Union

Africaine (UA), abritée par l'Algérie en juin dernier, qui avait appelé à redresser le tort historique infligé au continent africain, étant le seul continent ne jouissant pas de la qualité de membre permanent au Conseil de sécurité et le moins représenté dans la catégorie des membres non permanents au sein de cet organe. Les conclusions de cette réunion ont également mis en avant la nécessité de rétablir l'efficacité du Conseil de sécurité et sa capacité à agir face aux risques croissants qui menacent la paix et la sécurité

internationales. Les résultats ont souligné également la nécessité d'inclure toutes les questions relatives aux méthodes de travail du Conseil et le recours au droit de veto, dans la réforme du Conseil de sécurité onusien. Les membres permanents doivent, quant à eux, afficher expressément leur soutien et leur engagement au processus de réforme en répondant concrètement aux aspirations légitimes du continent africain. Le SG du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étran-

ger, a réaffirmé l'attachement et l'engagement immuables de l'Algérie à la position africaine commune, ainsi que son engagement, en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, à être une voix sincère au service du continent africain. Ce débat a vu la participation du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le Président de l'Assemblée générale des Nations unies Dennis Francis, outre plusieurs autres ministres et hauts responsables.

R. N.

LUTTE CONTRE LES VULNÉRABILITÉS ET LA CONSÉCRATION DE L'ÉQUITÉ SOCIALE D'importants acquis réalisés entre 2019 et 2023

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a souligné, dans son dernier rapport sur le développement social et humain, les acquis réalisés au cours de la période 2019-2023 dans le domaine de la lutte contre les vulnérabilités et de la consécration de l'équité sociale. Dans son rapport intitulé "Développement social et humain, principales réalisations et enjeux", dont l'APS a obtenu une copie, le CNESE a indiqué que la période 2019-2023 a été marquée par une série d'actions dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales et de soutien aux personnes vulnérables, à travers notamment des mesures de revalorisation des salaires, des pensions et allocations de retraite, des programmes ciblant des catégories spécifiques et les familles démunies, ainsi que l'intégration économique de la femme. La mise en oeuvre d'un plan de développement massif des zones défavorisées a également amélioré les conditions de vie des citoyens en fournissant des services de base tels que l'électricité, le gaz, l'eau, les

routes, les écoles et les services de santé de proximité, a précisé le même document. Dans ce contexte, le CNESE a mis en avant les mesures prises pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages afin d'atténuer l'impact de la hausse des prix en particulier en faveur des plus vulnérables, dont la hausse en 2020 du SNMG de 18.000 DA à 20.000 DA par mois. L'Etat a procédé aussi à l'augmentation des salaires des fonctionnaires de 4.500 DA à 8.500 DA en fonction des catégories effectuée en deux étapes, la première à partir du 1er janvier 2023, tandis que la deuxième intervenait en début 2024, a noté le rapport. Il a été également procédé à la revalorisation des pensions et allocations de retraite à partir du 1er mai 2023, de 3 à 5% selon les niveaux des pensions, a rappelé le rapport tout en évoquant la révision de la loi relative à la retraite, avec l'introduction de nouvelles dispositions telle que le montant annuel de la pension de retraite qui ne peut être inférieur au montant annuel du SNMG et l'allocation de retraite pour les travailleurs d'au moins 60 ans ayant

validé au moins 5 ans ou 20 trimestres. Parmi les autres acquis, le CNESE a cité l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) augmentée de 10.000 à 12.000 DA/mois pour les handicapés d'incapacité de 100% ayant plus de 18 ans sans ressource, de 3000 à 7000 DA/mois pour les handicapés de moins 18 ans, ainsi que les familles ayant à charge des handicapés. Les bénéficiaires de l'AFS a augmenté de 11% atteignant 1.034.410 en 2023, contre 930.008 en 2019, selon le rapport. ==Intégration économique de la femme: des avancées notables enregistrées== Les mesures comprennent également l'instauration en 2022 d'une allocation chômage de 13.000 DA, avant d'être relevée à 15.000 DA/mois, en janvier 2023, en faveur des chômeurs âgés de 19 à 40 ans pour subvenir à leurs besoins de base durant cette période. Ces décisions ont été accompagnées par la mise en oeuvre d'un certain nombre de programmes dans le cadre d'actions sociales de solidarité nationale au profit des catégories spécifiques, a soutenu le CNESE. Abordant le programme

d'appui à l'adhésion de la femme à la production nationale, le CNESE a relevé des "avancées notables" précisant que 27.257 femmes ont bénéficié de micro-crédits, 27.549 femmes ont eu accès à la formation professionnelle et 137.849 femmes artisanes qui ont créé 84.993 emplois à travers 1272 communes. Dans le cadre du désenclavement des zones défavorisées, le recensement effectué a permis d'identifier 12.561 zones d'ombre, situées dans 1361 communes, regroupant un total de 6,8 millions de personnes. Ces régions ont bénéficié de 29.541 projets de développement d'un budget de 453 milliards DA, permettant le raccordement à l'eau potable de 585.000 foyers, au réseau d'assainissement pour plus de 300.000 foyers et à l'électricité pour plus de 100.000 foyers et l'installation de 8000 panneaux solaires, tandis que plus de 200.000 foyers ont bénéficié du gaz naturel. Ces zones ont bénéficié aussi de 104 nouvelles écoles et le réaménagement de 1000 autres, la réhabilitation de 9000 km de routes et l'ouverture

de 5000 km de pistes, de 149 nouvelles salles de soins, le réaménagement de 510 salles et l'équipement de 187 salles de soins. En matière d'emploi, le rapport a fait état d'une offre de 439.508 postes à travers l'Agence nationale de l'emploi (Anem) en 2023, contre 379.051 en 2021, en hausse de 15,9%, outre l'intégration de plus de 554.000 bénéficiaires du programme d'insertion des diplômés (PID) au 31 janvier 2023, dont 320.000 pour le seul dispositif DAIP, intégrés dans les administrations et entreprises publiques. En parallèle, des mesures ont été prises pour la mise en place d'un écosystème favorable à la création des startups, en encourageant l'entrepreneuriat des étudiants, soutenu par le redéploiement des organismes de soutien à l'entrepreneuriat. Par ailleurs, les résultats des actions entreprises ont abouti à l'amélioration du taux de couverture sociale dépassant les 77% au niveau national pour 30,2 millions de bénéficiaires en 2023, au sein des systèmes salariés et non-salariés, a-t-on souligné de même source.

APS

À LA RECHERCHE DE TRANQUILLITÉ

L'évasion des familles algériennes vers les plages isolées

Cet été, l'Algérie connaît une vague de chaleur sans précédent, avec des températures grimpant jusqu'à 50 degrés dans certaines régions intérieures. Face à cette canicule étouffante, des familles entières cherchent désespérément à s'échapper vers des havres de fraîcheur. Les plages de la côte algérienne sont devenues la destination privilégiée pour ces exilés de la chaleur, donnant lieu à un afflux massif et à une véritable effervescence sur le littoral.

La scène est quasi apocalyptique sur certaines des plages les plus populaires du pays. Des serviettes de bain et des parasols à perte de vue, des cris d'enfants, des vendeurs ambulants qui sillonnent le sable chaud avec leurs marchandises, et des embouteillages interminables sur les routes menant aux côtes. Le rêve de la mer semble parfois se transformer en un cauchemar de surpopulation, où chaque mètre carré de sable est âprement disputé. Fatiguées de cette surabondance et de l'agitation constante, de nombreuses familles ont commencé à se détourner de ces plages bondées. « C'est devenu insupportable », confie un père de famille, visiblement épuisé par la foule. « Nous venons ici pour nous détendre, mais ce n'est plus possible avec autant de monde. Il faut vraiment chercher ailleurs si l'on veut passer des vacances tranquilles. »

C'est ainsi qu'un nombre croissant d'Algériens se tourne vers une alternative moins connue mais tout aussi séduisante : les plages rocheuses isolées. Ces petites criques cachées, souvent difficiles d'accès, offrent une échappatoire idéale pour ceux qui recherchent la tranquillité. Contrairement aux plages de sable fin envahies par les estivants, ces coins rocheux sont encore préservés, avec une nature presque intacte et des eaux cristallines. « C'est un autre monde ici », raconte Amina, une jeune mère, assise sur un rocher face à la mer, surveillant ses enfants qui s'ébattent joyeusement dans l'eau. « Il n'y a pas de bruit, juste le son des vagues et le chant des oiseaux. C'est beaucoup plus agréable que de se battre pour un bout de plage. »

Une alternative séduisante

Mais ce paradis caché a un prix : l'accessibilité. Ces plages sont souvent situées à l'écart des routes principales, nécessitant parfois des marches ardues ou des descentes abruptes pour y accéder. « C'est vrai que ce n'est pas facile d'y arriver », admet Karim, un habitué des lieux. « Mais c'est justement ce qui fait tout son charme. Ici, seuls les vrais amoureux de la mer viennent, ceux qui sont prêts à faire un effort pour trouver la paix. ». Ce phénomène croissant de fuite vers les plages rocheuses et isolées illustre un changement dans la manière dont les Algériens envisagent leurs vacances. Alors que les plages de sable restent une attraction majeure, particulièrement pour les familles avec de jeunes enfants, la recherche de calme et d'intimité pousse de plus en plus de vacanciers à explorer d'autres options. L'aspect naturel et sauvage de ces plages rocheuses attire également les amateurs de randonnée et de photographie, qui trouvent là des paysages époustouflants et des vues à couper le souffle, loin des foules et de l'agitation. C'est une autre façon de vivre la mer, plus en harmonie avec la nature, et peut-être plus authentique. Cependant, cette popularité croissante n'est pas sans poser de nouveaux défis, notamment en



termes de préservation de l'environnement. L'arrivée de plus de vacanciers dans ces lieux préservés nécessite une sensibilisation accrue à la protection de ces écosystèmes fragiles. Les autorités locales, ainsi que les communautés environnantes, commencent à réfléchir à des moyens de réguler l'accès tout en préservant la beauté naturelle qui fait le charme de ces endroits. L'été 2024 marque peut-être un tournant dans la manière dont les Algériens vivent leurs vacances à la plage. Face à la surpopulation des plages de sable, les plages rocheuses et isolées apparaissent comme une alternative séduisante, offrant à la fois calme, beauté naturelle, et une expérience de la mer qui rappelle les plaisirs simples et authentiques de la vie en plein air. Mais pour que ces lieux restent des havres de paix, il sera essentiel de les protéger, afin qu'ils continuent d'offrir cette échappatoire unique aux générations futures.

Entre inconscience et recherche d'intimité

Chaque été, des milliers de familles affluent vers les côtes algériennes pour profiter de la mer, du soleil et des moments de détente en plein air. Parmi ces familles, certaines font le choix délibéré de se rendre sur des plages non surveillées, un phénomène qui suscite un débat récurrent : s'agit-il d'une inconscience face aux dangers ou d'une quête légitime d'intimité ? Pour beaucoup de familles, les plages surveillées, souvent bondées, ne répondent pas à leurs attentes en matière de tranquillité et d'intimité. La quête d'intimité est particulièrement forte chez les familles qui souhaitent passer du temps ensemble sans se sentir observées ou dérangées. Ces plages offrent aussi l'avantage de permettre des activités plus libres, comme des pique-niques en plein air, des jeux sans restriction d'espace, et une plus grande liberté dans le choix

des horaires de baignade.

Cependant, choisir une plage non surveillée n'est pas sans conséquences. Les dangers sont multiples : courants marins imprévisibles, absence de sauveteurs en cas de problème, et manque de signalisation des zones à risques. La baignade dans ces conditions peut vite tourner au drame, surtout si les baigneurs ne connaissent pas bien le lieu ou s'ils sous-estiment la puissance de la mer. L'absence de surveillance augmente également le risque d'accidents, qu'ils soient liés à la baignade, aux chutes ou aux blessures causées par des objets cachés sous l'eau. Les plages non surveillées sont souvent mal équipées pour faire face à des situations d'urgence, rendant les interventions rapides difficiles, voire impossibles. Il est important de souligner que la majorité des familles qui choisissent ces plages ne le font pas par inconscience, mais plutôt par méconnaissance des risques ou par désir de s'éloigner de la foule.

La précaution avant tout

Dans un contexte où les plages rocheuses isolées gagnent en popularité auprès des vacanciers en quête de tranquillité et de beauté naturelle, N. Walid, un agent de la protection civile, lance un avertissement crucial. Son message est clair : la fascination pour ces lieux, aussi magnifiques soient-ils, ne doit pas faire oublier les dangers réels qu'ils représentent, particulièrement en ce qui concerne la baignade et les activités à risque. Notre interlocuteur, met en garde contre l'apparente sérénité de ces plages. Bien que séduisantes par leur isolement et leur cadre idyllique, elles présentent des dangers qui ne sont pas toujours visibles au premier coup d'œil. Le chemin pour y accéder est souvent difficile, avec des sentiers escarpés, des rochers glissants, et un manque de services de secours à proximité en cas de besoin. Ces obstacles peuvent transformer une journée de détente en une aventure périlleuse. La situation devient encore plus alarmante lorsque la mer est agitée. Les vagues, parfois traîtresses, peuvent rapidement transformer une baignade rafraîchissante en une lutte pour la sur-

vie. "N. Walid" souligne que la dangerosité des plages rocheuses est exacerbée par les conditions météorologiques marines, qui peuvent changer rapidement et sans préavis. Il rappelle que même les nageurs les plus expérimentés ne sont pas à l'abri de ces dangers, la mer étant par nature imprévisible et potentiellement fatale. Une autre pratique à haut risque que l'agent de la Protection Civile dénonce est le saut depuis des hauteurs. Cette activité, qui peut sembler excitante et inoffensive, s'est avérée mortelle pour de nombreux jeunes et enfants. Attirés par l'adrénaline et l'envie de prouver leur bravoure, ils sautent des falaises ou des rochers élevés sans réaliser les conséquences possibles. La profondeur de l'eau est souvent difficile à évaluer depuis ces hauteurs, et des obstacles invisibles sous la surface, tels que des rochers ou des débris, peuvent provoquer des blessures graves, voire mortelles. Il exprime, par ailleurs, son inquiétude face à l'augmentation de ces incidents, qualifiant cette pratique d'« irrationnelle » et rappelant que le plaisir ne doit jamais primer sur la sécurité. Il exhorte les vacanciers à se montrer responsables et à éviter ces comportements dangereux, en particulier lorsqu'ils sont accompagnés d'enfants, qui peuvent être influencés par l'exemple des adultes. En somme, l'agent de la protection civile appelle à une prise de conscience collective. La mer, dit-il, est un élément naturel qu'on ne peut jamais complètement maîtriser. Elle exige un respect constant et une vigilance accrue, car même pour les plus aguerris, elle peut rapidement devenir une force incontrôlable et dangereuse. Les conseils de "N. Walid" doivent être pris au sérieux par tous ceux qui envisagent de se rendre sur les plages rocheuses cet été, afin de garantir que leur quête de beauté et de sérénité ne se termine pas en tragédie.

LE THÉÂTRE NATIONAL ALGÉRIEN PRÉSENTE "WASSIYAT DIMNA"

Un spectacle pour enfants porté par la jeune garde du TNA

Le Théâtre National Algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) propose une série de quatre représentations de la pièce "Wassiyat Dimna", un événement qui met en lumière le talent prometteur des jeunes comédiens de la première promotion de l'École Hdidouane du TNA, dédiée au théâtre pour enfants (2021-2024). Ces représentations offrent ainsi une belle occasion aux spectateurs de découvrir cette œuvre classique revisitée.

Wassiyat Dimna", mise en scène pour la première fois au milieu des années 1990, est une adaptation par Hocine Nadhir de l'œuvre "Kalila oua Dimna" d'Ibn Al-Muqaffa. Ce texte, empreint de sagesse et de morale, trouve une nouvelle vie grâce aux 20 enfants-comédiens qui l'interprètent dans une série de neuf tableaux. Ces jeunes talents, formés au sein de l'École Hdidouane, apportent une fraîcheur et une énergie contagieuses à cette pièce intemporelle. L'intrigue de "Wassiyat Dimna" se déroule dans une forêt, cadre symbolique où se déploient les valeurs de bonté et de solidarité. La pièce raconte les aventures de Dimna, un personnage rusé qui finit par recevoir la punition méritée pour ses actions. À travers cette histoire, la pièce met en avant la sagesse selon laquelle le bonheur ne peut être construit au détriment des autres, un message fort et universel. L'adaptation de Hocine Nadhir réussit à capturer l'essence de l'œuvre originale tout en la rendant accessible et engageante pour un jeune public. Les tableaux sont conçus pour capter l'attention des enfants tout en leur transmettant des leçons de vie essentielles.

Un hommage aux enfants de Ghaza

Parmi les neuf tableaux qui composent la pièce, l'un d'eux est dédié aux enfants de Ghaza, en Palestine. Cet hommage émouvant est un rappel poignant de la situation diffi-



cile vécue par ces enfants, et il s'inscrit dans une tradition de solidarité et de soutien exprimée par l'art algérien. Ce tableau particulier vient renforcer le message global de la pièce sur l'importance de l'empathie et de la solidarité. Ces représentations de "Wassiyat Dimna" marquent également une étape importante pour les élèves de l'École Hdidouane du TNA. Cette école, créée pour former les jeunes

au théâtre, met l'accent sur l'expression artistique, la discipline et le travail collectif. Les enfants-comédiens, âgés de 9 à 12 ans, ont suivi un programme rigoureux qui combine théorie et pratique, leur permettant de développer leur talent et leur passion pour le théâtre. Ces quatre représentations sont donc non seulement une célébration du talent de ces jeunes artistes, mais aussi l'aboutissement de trois

années d'efforts et de dévouement. Elles représentent une occasion unique pour le public de découvrir les futures étoiles du théâtre algérien, tout en revisitant une œuvre classique qui continue de résonner avec pertinence. Les représentations de "Wassiyat Dimna" promettent d'être un moment fort de la saison théâtrale du TNA. Que ce soit pour apprécier le talent des jeunes comédiens, redécou-

vrir un texte classique ou simplement passer un moment agréable en famille, ce spectacle s'annonce comme un événement incontournable. En célébrant les valeurs de bonté, de solidarité et de justice, cette pièce rappelle que le théâtre, même dans ses formes les plus simples, peut être un puissant vecteur de messages universels.

R.C

A LIRE ; "LA VERSION QUI N'INTÉRESSE PERSONNE" D'EMMANUELLE PIERROT

Une exploration de la marginalité

"La Version qui n'intéresse personne", publié en 2019, est un roman captivant d'Emmanuelle Pierrot, qui plonge les lecteurs dans l'intimité d'une femme aux prises avec sa propre invisibilité sociale et émotionnelle. Ce récit, à la fois poignant et subtil, explore les thèmes de la solitude, de la quête de soi, et de la marginalité dans une société où l'apparence et la conformité dominent. Le roman suit l'histoire de Marie, une femme ordinaire, aux aspirations simples mais profondément marquée par un sentiment d'invisibilité. Tout au long du livre, Marie tente de se faire une place dans un monde qui semble l'ignorer. Sa vie est une succession de petites batailles contre l'indifférence des autres, contre cette sensation d'être transparente, de ne jamais vraiment compter. Marie travaille dans un bureau où personne ne se souvient de son nom. Chez elle, elle se débat avec un quotidien morne, rythmé par des tâches domestiques qui la laissent vide et insatisfaite. Sa relation avec son entourage, notamment avec ses proches, est marquée par une incompréhension mutuelle et un manque de communication. Cette invisibilité s'étend même à son identité, car elle se sent effacée, éclipsée par ceux qui l'entourent. Emmanuelle Pierrot dépeint avec une grande justesse la vie de Marie, une vie faite de banalité, de moments de solitude profonde, mais aussi de réflexions intenses sur la place que l'on occupe (ou non) dans la société. Le roman montre comment les petits moments de la vie quotidienne, souvent ignorés par les autres, peuvent prendre une signification énorme pour ceux qui les vivent. À travers Marie, Pierrot explore



la marginalité non pas au sens extrême, mais au sens d'être à la marge, en dehors de ce que la société valorise ou met en lumière. Marie incarne cette idée que certaines personnes, bien que présentes, restent invisibles aux yeux des autres, et que leur version de l'histoire, celle qui n'intéresse personne, est pourtant pleine de vérité et de sens. "La Version qui n'intéresse personne" est également un livre sur

le pouvoir des mots, et surtout sur celui des silences. Emmanuelle Pierrot utilise une écriture épurée, presque minimaliste, pour exprimer l'intériorité de Marie. Ce choix stylistique renforce l'idée que ce qui n'est pas dit, ce qui est laissé dans l'ombre, peut être aussi puissant que les mots eux-mêmes. Les silences de Marie, ses pensées non exprimées, et les non-dits qui marquent ses interactions, révèlent une profondeur de sentiment et une richesse intérieure que personne ne perçoit. Pierrot invite le lecteur à prêter attention à ces détails, à lire entre les lignes, à comprendre que même les vies les plus apparemment insignifiantes ont une histoire à raconter. Bien que le livre soit centré sur l'expérience de Marie, son récit résonne de manière universelle. Chacun peut, à un moment donné, se retrouver dans ce sentiment d'être ignoré, de ne pas être vu ou compris. "La Version qui n'intéresse personne" parle à tous ceux qui se sont un jour sentis marginalisés ou négligés, rappelant que même les histoires les plus discrètes méritent d'être entendues. Emmanuelle Pierrot signe ici un roman introspectif, qui pousse le lecteur à réfléchir sur sa propre perception des autres et sur la manière dont la société traite ceux qui ne rentrent pas dans les cases préétablies. "La Version qui n'intéresse personne" est un plaidoyer pour la reconnaissance des invisibles, pour l'attention aux détails de la vie quotidienne qui révèlent la véritable essence de l'humanité. En fin de compte, ce roman montre que la version qui n'intéresse personne est souvent celle qui a le plus à offrir, si l'on prend le temps de l'écouter. R.C

**Égypte
Au milieu des polémiques
« Al-Molhed » sera en
salle fin août**



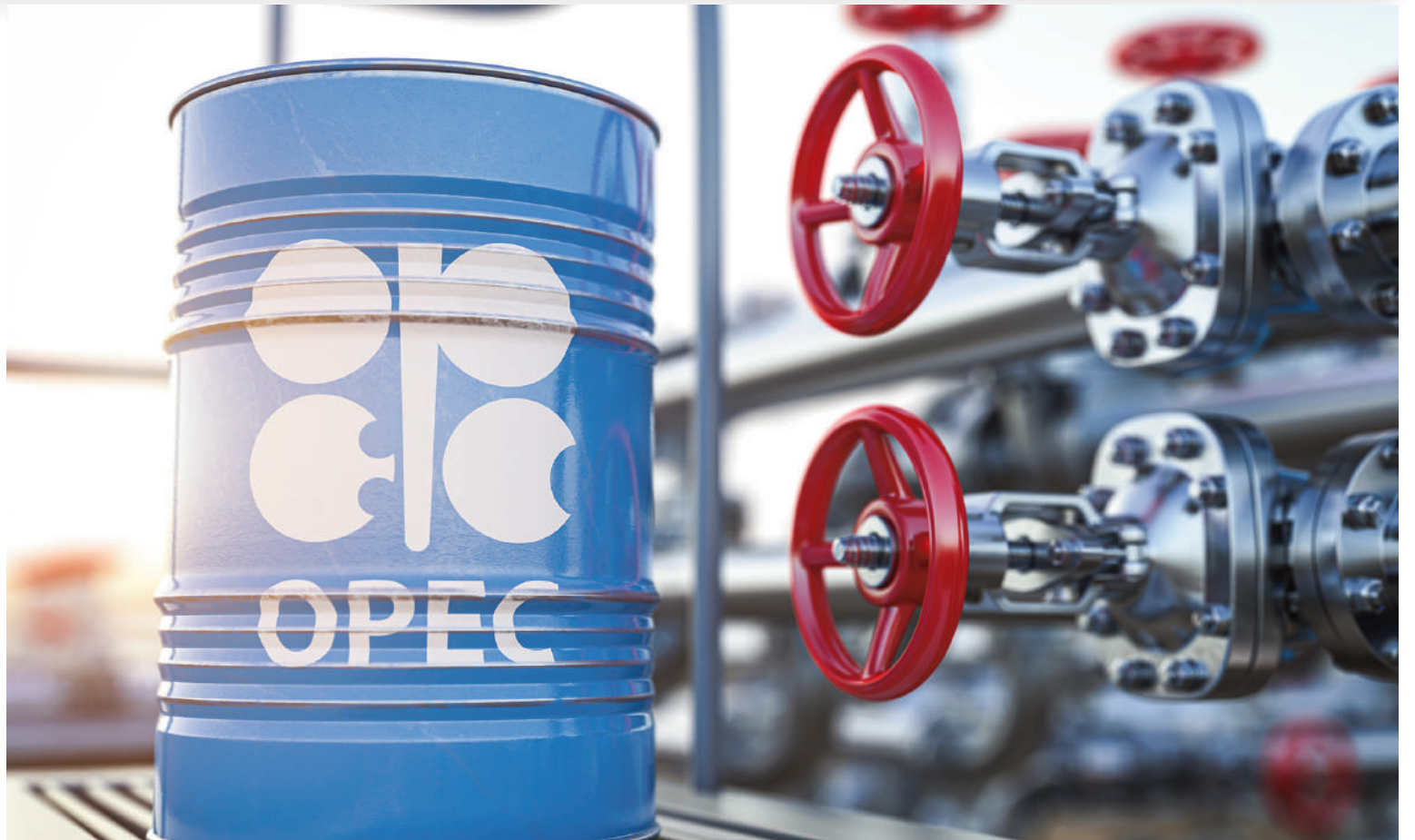
Le film égyptien Al-Molhed (l'athée) sera en salle fin août, a révélé le producteur Ahmed El Sobky dans un communiqué publié sur la page Facebook de la société productrice du film, El Sobky Productions. Le film, qui se déroule dans un cadre dramatique, traite de la question de l'extrémisme religieux et de l'athéisme qui touche et se propage parmi les jeunes, ainsi que de l'impact de la propagation de tels phénomènes sur les individus et la société. Scénario d'Ibrahim Issa, réalisation de Mando El Adl et musique (bande originale) de Rageh Daoud, L'Athée met en vedette le jeune comédien Ahmed Hatem, le grand Hussein Fahmy, Mahmoud Hémeida, Sabrine, Shereen Reda, Tara Emad, Naglaa Badr et bien d'autres. Reporté durant deux ans, le film Al-Molhed a fait l'objet, depuis l'annonce de sa sortie, d'une large controverse sur les différents sites web des médias sociaux, exigeant des procès et l'interdiction du film, tout en l'accusant d'inciter à l'athéisme. Un certain nombre d'avocats égyptiens ont tenté une action en justice pour éviter la projection du film, sous prétexte qu'il « renforce l'idée du polythéisme chez la jeunesse du pays ».

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE POUR 2024 ET 2025

L'OPEP révisé à la baisse ses prévisions

Dans son dernier rapport mensuel publié le lundi 12 août, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a revu à la baisse ses prévisions de demande mondiale de pétrole pour 2024 et 2025, marquant ainsi la première révision à la baisse depuis 13 mois. Cette décision reflète des changements dans les données réelles et les attentes de croissance, en particulier en ce qui concerne la Chine.

Pour l'année 2024, l'OPEP anticipe désormais une demande de 2,11 millions de barils par jour (bpj), une baisse par rapport aux 2,25 millions de barils par jour (mbj) prévus dans le rapport précédent. Cette révision est en partie attribuée aux données reçues pour le premier trimestre 2024 et, dans certains cas, pour le deuxième trimestre. En outre, l'OPEP a noté une atténuation des attentes concernant la croissance de la demande de pétrole en Chine, qui a été un moteur majeur de la consommation mondiale ces dernières années. Pour l'année 2025, les prévisions de l'OPEP sont également en légère baisse, avec une demande estimée à 1,78 million de bpj contre 1,85 mbj dans les prévisions antérieures. Cette révision reflète un ajustement prudent des attentes face à des signaux économiques mondiaux moins optimistes. Malgré ces révisions, l'OPEP continue de prévoir une croissance de la demande mondiale de pétrole, bien que plus modérée. En 2025, l'organisation prévoit une demande totale de 106,11 millions de barils par jour (Mb/j), marquant une progression de 1,8 Mb/j. Cette augmentation est principalement soutenue par la demande dans les pays hors OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). L'OPEP souligne que la demande de carburant pour les transports devrait rester solide, soutenue par la bonne santé de la mobilité routière et aérienne. Les pays hors OCDE, notamment dans les régions en développement, devraient continuer à être les principaux moteurs de la croissance de la demande de pétrole, en raison de l'augmentation de la population, de



l'urbanisation, et de l'expansion économique.

Les implications pour le marché pétrolier

Ces révisions à la baisse sont significatives dans le contexte actuel du marché pétrolier, où l'offre et la demande sont scrutées de près par les investisseurs et les gouvernements. Une demande plus faible

pourrait exercer une pression sur les prix du pétrole, bien que cette dynamique soit complexe et influencée par de nombreux facteurs, y compris les politiques de production des pays membres de l'OPEP et des non-membres, les tensions géopolitiques, et les progrès technologiques dans les énergies renouvelables. La révision des prévisions de l'OPEP intervient également dans un contexte où les économies mondiales sont

confrontées à des défis croissants, tels que l'inflation persistante, les incertitudes économiques en Chine, et les politiques monétaires restrictives dans les pays développés. Ces facteurs pourraient influencer davantage les prévisions de la demande de pétrole à l'avenir. La décision de l'OPEP de revoir à la baisse ses prévisions de demande mondiale de pétrole pour 2024 et 2025 reflète une prudence face à un environnement économique

mondial en évolution. Bien que la croissance de la demande reste attendue, elle pourrait être plus modérée que prévu, en particulier si les conditions économiques mondiales continuent de se détériorer. Les acteurs du marché pétrolier continueront de surveiller de près les rapports de l'OPEP pour ajuster leurs stratégies en conséquence, alors que le monde navigue dans une période d'incertitude économique et énergétique. **R.E**

POUR DES RÉUNIONS ÉCONOMIQUES

Des responsables américains attendus en Chine

De hauts responsables américains vont se rendre en Chine cette semaine, ont annoncé lundi les Etats-Unis, les deux plus grandes économies du monde cherchant à entretenir leurs liens sur fond de fortes rivalités marquées notamment par des tensions commerciales. La visite prévue jeudi et vendredi à Shanghai s'inscrit dans le cadre d'un groupe de travail lancé l'année dernière et doit permettre aux deux puissances d'aborder

divers dossiers comme la stabilité financière, les données transfrontalières mais aussi la lutte contre le fentanyl, drogue de synthèse qui fait des ravages aux Etats-Unis. Le but de ce nouveau cycle d'échanges est aussi de discuter des "mesures concrètes que nous pouvons prendre pour améliorer la communication en cas de tensions financières", a déclaré dans un communiqué Brent Neiman, haut responsable du

département américain au Trésor, qui sera à la tête de cette délégation. Les responsables américains et chinois devraient aussi discuter d'éventuels changements sur la loi chinoise contre le blanchiment d'argent, selon le Trésor. Il s'agira de la cinquième réunion de ce groupe de travail dédié aux questions financières, la deuxième en Chine. Il a été créé en 2023, en même temps qu'un groupe de travail économique.

AVEC UN MONTANT DE 3 MILLIARDS DE DOLLARS

L'Egypte et les Émirats Arabes Unis créent une zone logistique pétrolière

Le mémorandum d'accord entre l'Egypte et les Emirats Arabes Unis permettra d'alimenter le marché local en produits pétroliers grâce aux liens établis par la société de Fujairah avec des acteurs internationaux de l'industrie pétrolière et gazière. L'Egypte et les Emirats Arabes Unis ont signé un mémorandum d'accord pour la construction d'une zone logistique pour la gestion des produits pétroliers au port pétrolier d'Al Hamra

avec un montant de 3 milliards de dollars, selon un communiqué publié le 8 août. « Ce projet s'inspirera de l'expérience de la zone pétrolière de Fujairah pour appliquer le même modèle au port pétrolier d'Al-Hamra sur la côte méditerranéenne » a indiqué le communiqué. Ce projet permettra d'alimenter le marché local en produits pétroliers grâce aux liens établis par la société de Fujairah avec des acteurs internationaux de l'industrie pétrolière et gazière. La Zone Indus-

trielle Pétrolière de Fujairah (FOIZ) s'étend tout le long de la bande méditerranéenne à l'est du canal de Suez. Elle dispose d'une vaste gamme de capacités, incluant un port en eau profonde, des infrastructures de haute technologie et de vastes installations de stockage. Le port pétrolier Al-Hamra est quant à lui situé à environ 120 kilomètres à l'ouest d'Alexandrie, et est géré par la Western Desert Operating Petroleum Co (WEPCO).

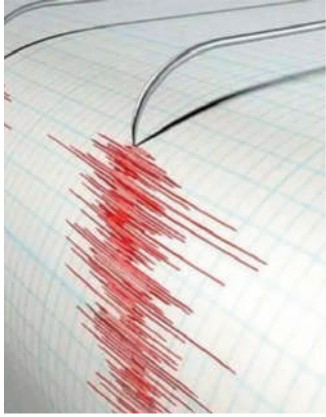
France

L'emploi fait du surplace

L'emploi salarié dans le secteur privé a perdu 7.900 postes au deuxième trimestre, selon une estimation provisoire de l'Insee publiée ce mardi. Il avait augmenté de 61.000 sur les trois premiers mois de l'année, grâce notamment à un effet préparation des JO, qui semble s'être estompé au printemps. Après un premier trimestre qui avait surpris par son dynamisme, le marché du travail a marqué le pas au printemps. Entre fin mars et fin juin, l'emploi salarié du secteur privé est resté quasi stable, avec 7.900 postes en moins, selon une estimation provisoire de l'Insee publiée ce mardi matin, alors qu'il avait augmenté de 61.000 sur les trois premiers mois de l'année (+0,3 %). A un peu plus de 21,15 millions, les effectifs salariés dans le secteur privé excèdent toujours leur niveau d'il y a un an de 0,4 % (soit +78.000 postes) et celui d'avant la crise sanitaire (fin 2019) de 6,1 % (+1,2 million d'emplois), a précisé l'Institut statistique national. Pour mémoire, au premier trimestre, l'économie française s'était enrichie de 75.000 emplois au total, dans le privé et le public, salariés ou non. La progression dans le privé tenant principalement de CDD et de deux secteurs d'activité, hôtellerie-restauration et services aux entreprises, nombre d'observateurs y avaient vu un effet préparation aux JO, les jeunes en étant les principaux bénéficiaires. Les entreprises ont-elles ensuite levé le pied sur les embauches, malgré une croissance du PIB qui s'est avérée plus forte que prévu selon une première estimation de l'Insee La publication, le 30 août prochain, des chiffres définitifs du deuxième trimestre, permettra d'y voir plus clair, d'autant qu'ils infirment souvent les chiffres provisoires, dans un sens comme dans l'autre. En attendant, l'estimation flash publiée ce mardi montre que l'emploi a continué sa glissade dans la construction, avec 6.300 postes en moins au deuxième trimestre, qui s'ajoutent aux 9.000 perdus sur le premier. Habituelle locomotive du marché du travail, le tertiaire marchand hors intérim est quasi stable, ne gagnant que 6.300 emplois après +50.700. L'intérim s'affiche en net recul (-20.000). L'agriculture a connu le même sort, quoique de manière plus mesurée (-2.100).



Sétif
**Une secousse
 ressentie hier a
 béni aziz**



Une secousse sismique a été ressentie par les habitants de la wilaya de Sétif très tôt en ce mardi 13 août 2024. Il s'agit de ce qui ressort d'un communiqué émis par le centre de recherches en astronomie, astrophysique et géophysique, le CRAAG.

En effet, le centre de recherches en astronomie, astrophysique et géophysique a fait savoir que la terre a de nouveau tremblé en Algérie. Une nouvelle secousse tellurique de magnitude de 3.9 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vers 3 h 38 de ce mardi 13 août 2024. L'épicentre de ce tremblement de terre a été localisé à 2 kilomètres du sud-ouest de la commune de Beni Aziz dans la wilaya de Sétif.

« Le CRAAG a enregistré une secousse le 13 août 2024 à 03 h 38 de magnitude 3.9 localisée à 2 km sud ouest de Béni Aziz (Sétif) » lit-on dans le communiqué mis en ligne par le CRAAG sur son site officiel.

Par ailleurs, le CRAAG, de même que la protection civile, n'ont signalé aucun dégât majeur enregistré dans la wilaya de Sétif, en raison de ce séisme.

Pour rappel, ces derniers jours, l'Algérie fait état d'au moins un tremblement de terre par semaine. Le plus récent a été enregistré dans la wilaya de Bejaia, notamment dans la commune de Darguina. En effet, le 6 août dernier, le CRAAG avait signalé une secousse de magnitude de 3.2 degrés. Deux autres tremblements de terre ont été ressentis depuis le début de ce mois d'août 2024, à Médea et Tipaza, de magnitude 4.2 et 3.2 degrés sur l'échelle de Richter, respectivement.

Tizi-Ouzou

Tous les incendies éteints, dispositif de surveillance maintenu

La totalité des incendies qui s'étaient déclarés dans la wilaya de Tizi-Ouzou ont été éteints lundi et le dispositif de surveillance des sites brûlés est maintenu sur place, a-t-on appris auprès des services de la protection civile



Selon une situation arrêtée à 15h30 et communiquée à l'APS par le sous-directeur de l'information et des statistiques à la direction générale de la Protection civile, le commandant Nassim Bernaoui, les incendies d'El Kantra, Azouza et Ait Atteli, Ait Frah dans la région de Larbaa n'Ath Irathen et ceux de Beni Douala sont éteints, grâce à la mobilisation d'importants moyens humains et matériels au sol appuyés par des moyens aériens. "Je tiens à rassurer les citoyens de la wilaya de Tizi-Ouzou, notamment ceux de Larbaa N'Ath Irathen et de Beni Douala que la situation est maîtrisée grâce à la mobilisation d'énormes moyens de la protection civile à Tizi-Ouzou et d'autres

wilayas", a-t-il dit.

Le même responsable a expliqué que "grâce à l'intervention rapide et au déploiement d'importants moyens dès le signalement des incendies, le plus dur est passé dès la première nuit".

"Nous avons aussitôt entamé un travail de traitement des fumérons pour empêcher les reprises de feux", a-t-il expliqué, soulignant la difficulté d'une telle intervention au sol qui exige d'importants efforts physiques dans un site fortement accidenté et souvent inaccessible, avec de très fortes pentes.

Selon le commandant Bernaoui, plus de 800 agents de la protection civile et une cinquantaine d'engins de lutte contre les feux de forêt ont été mobilisés au sol, appuyés par d'autres renforts, dont des moyens de lutte aériens.

Le dispositif au sol est toujours maintenu sur place pour la surveillance des sites brûlés en raison des conditions climatiques défavorables caractérisées par de fortes chaleurs et du vent, a-t-il ajouté.

Le même responsable, qui a remercié l'ensemble des intervenants qui se sont mobilisés aux côtés de la protection civile (différentes institutions, organisations de la société civile et simples citoyens), s'est réjoui qu'"aucune perte de vie humaine n'est à déplorer et que même les habitations ont été préservées". Il a rappelé, à l'occasion, les instructions du directeur général de la protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, lors de son déplacement, samedi soir à Tizi-Ouzou, pour donner la priorité à la protection des personnes et des habitations.

Oran
**Un véhicule
 dérape : 2
 morts et 8
 blessés**



Deux personnes ont trouvé la mort et huit autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, hier dans la commune de Bousfer (Oran), a-t-on appris auprès de la cellule d'information de la direction de la Protection civile de la wilaya.

Les services de la Protection civile sont intervenus à 16h45, après avoir été informés de l'accident, et se sont rendus sur les lieux, à savoir le dérapage d'un véhicule, qui a fait une chute dans une falaise, dans la localité de Tonio, dans la commune de Bousfer, causant la mort de deux personnes et faisant 8 blessés à des degrés différents de gravité. Les blessés ont été secourus et transférés au service des urgences de l'hôpital d'Aïn El-Turck, alors que les corps des deux victimes ont été déposés à la morgue du même établissement de santé. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête sur les circonstances de cet accident.

CONSTANTINE

Les localités rurales deviennent des pôles d'attractivité

Les villages isolés de Constantine ont atteint toutes les conditions de faire prospérer l'activité agricole. Il s'agit d'un rêve devenu réalité, grâce à l'exécution des plans de développement stratégiques décidés par le président de la République au profit des 164 zones d'ombre que compte la wilaya.

Aujourd'hui, les revendications ont été totalement prises en considération, avec la réalisation des projets de réhabilitation des salles de soins, le renforcement des réseaux d'AEP, le bitumage des routes, l'ouverture de pistes dans les vastes périmètres agricoles. Le temps de l'isolement absolu, de l'indifférence, de la souffrance, du manque de commodités et de confort est désormais révolu. Les personnes vivant dans ces localités isolées affichent désormais une satisfaction totale, vis-à-vis de leurs conditions de vie qui se sont nettement améliorées.

Les 164 zones d'ombre recensées connaissent désormais une nouvelle ère, grâce à la disponibilité de l'eau, la mise en service des chemins communaux, des infrastructures sportives et de loisir et des écoles dotées des cantines scolaires modernes ainsi que la mise en service à grande échelle de l'électricité et du gaz, tout cela contribue à métamorphoser la vie quotidienne.

L'exemple concret de cette prospérité acquise, c'est bien la localité de Beni Yakoub, située à 6 km de la commune de Ben Badis (anciennement El Haria), dans la région sud-



est de la wilaya. Les 3.000 occupants de la zone d'ombre dite Beni Yakoub ont retrouvé une certaine stabilité, grâce à l'entrée en service des projets offrant les commodités les plus essentielles. Fathi El Aib, un jeune élu témoin dans ce cadre, en indiquant que «les familles de la localité se réjouissent du niveau de vie instauré, grâce au raccordement de leur habitations au gaz et à l'électricité». La réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable a amélioré le quotidien de la population

qui a durement souffert de l'absence d'eau dans les foyers.

Dans la région du nord-constantinois, plus précisément dans la commune de Hamma Bouziane, le programme de mise à niveau des villages a connu un franc succès, notamment grâce à la généralisation de l'éclairage public Led, à la mise en service des réservoirs hydrauliques, le renforcement des réseaux déficients de l'AEP, le bitumage des routes dans les localités classées zones d'ombre, à

savoir la localité Boukhelf, le quartier Zegrour Larbi, la localité Chabat El Madbouh. Selon Mehdi, un jeune universitaire de Boukhelf «les localités classées zones d'ombre de Hamma Bouziane, fortement peuplées, sont devenues désormais des villages entièrement aménagés».

En effet, les efforts des pouvoirs publics ont simplifié le quotidien des citoyens, comblant les inégalités territoriales. Les zones d'ombre comme Khalecha Koubra, Beni Yakoub, El Hambli, Douar Deraouch, El Meridj, Dara Beni Ougad, Mechtat Takouk, El Djabass, Ouldjet el Kadi sont raccordées à l'électricité, au gaz et au réseau de la fibre optique.

Selon les services concernés de la wilaya, la majorité des zones d'ombre ont été entièrement raccordées au gaz et à l'électricité avec un taux de pénétration en électricité de 99%, alors que le taux de raccordement au gaz est de 95%.

Dans la commune de Béni H'miden, les localités éloignées, longtemps délaissées, vivent désormais un nouveau mode de vie à la faveur de l'alimentation en eau potable, l'extension des classes... Dans la commune de Ben Badis les opérations ont concrétisé les objectifs des hautes autorités du pays, à savoir les besoins en eau potable, notamment dans les localités d'El Hambli et Beni Yakoub, l'électricité, le gaz et la fibre optique dans les zones montagneuses, ainsi que l'amélioration des conditions de scolarisation

TUNISIE

La BAD approuve un financement de 92,3 millions d'euros



Le financement est composé, d'un prêt de 90 millions d'euros de la Banque et d'un don de quelque 2,3 millions d'euros provenant du fonds fiduciaire We-Fi (« Women Entrepreneurs Finance Initiative ») au titre de l'Initiative pour favoriser l'accès des femmes entrepreneures au financement. Le programme CAP Emplois, conçu par le ministère tunisien de l'Emploi et de la Formation professionnelle avec l'appui de la Banque, sera déployé sur quatre ans à partir de novembre 2024. Il a pour objectif de renforcer la création d'emplois pour améliorer les conditions de vie de la population et promouvoir l'inclusion économique à travers l'entrepreneuriat et le développement des compétences. Il s'agit de favoriser la création de nouvelles entreprises, la croissance et la formalisation des entreprises existantes, et un meilleur accès à des emplois de qualité pour les jeunes et les femmes. « Les résultats du profil entrepreneurial de la Tunisie, d'après une enquête réalisée par la Banque, montrent que les entrepreneurs potentiels et établis ont un grand potentiel en termes de création d'emplois, mais qu'ils font face à des contraintes structurelles qui affectent la réalisation de leur projet d'investissement, la productivité de leur entreprise et son potentiel de croissance. Ce projet contribue à la réponse à ces facteurs », a noté Malinne Blomberg, la directrice générale adjointe de la BAD pour l'Afrique du Nord et responsable-pays pour la Tunisie. Parmi les contraintes qui freinent le développement des entrepreneurs tunisiens figurent notamment le niveau d'éducation, des problèmes d'accès au marché, en particulier pour les entreprises informelles. Les contraintes sont aussi liées aux difficultés à recruter des employés ayant les compétences nécessaires, un accès insuffisant à des services d'accompagnement et l'accès au financement. Le programme CAP Emplois a été conçu pour réduire ces contraintes à travers trois grands axes d'interven-

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un financement de 92,3 millions d'euros en faveur de la Tunisie pour mettre en œuvre le Programme d'appui à la compétitivité des entreprises et à l'autonomisation de la population par la création d'emplois (CAP Emplois), indique un communiqué publié par la banque hier, lundi 12 août 2024.



tion. Premièrement, la formation complémentaire d'insertion (FCI) vise à transmettre aux jeunes et aux femmes en quête d'emploi, les compétences nécessaires pour accéder à des emplois salariés, notamment dans les très petites et moyennes entreprises (TPME) de leur région. Deuxièmement, l'appui à l'entrepreneuriat, Souk At Tanmia 2.0, a pour objectif d'étendre l'accès à des services d'accompagnement adaptés aux besoins de différentes cibles, notamment les femmes ; il vise aussi à faciliter l'accès au financement de la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) et à

développer la formalisation des entreprises en réduisant les charges sociales et en appuyant les entrepreneurs dans la gestion et la productivité de leur entreprise. Troisièmement, le développement des capacités institutionnelles afin de maximiser l'impact des différentes interventions et de faciliter la conception et la mise en place de réformes pour améliorer le cadre réglementaire de l'entrepreneuriat. Selon les prévisions économiques du gouvernement tunisien, le programme pourrait contribuer à la création de 118 900 emplois formels, dont 76.600 directs et

42.300 indirects. Sur la question spécifique du genre, le programme CAP Emplois, contribuera à l'amélioration des indicateurs d'emploi pour les femmes par le développement des compétences et l'appui à l'entrepreneuriat féminin. Cela comprend l'organisation de formations et l'insertion professionnelle pour au moins 50 % de femmes, la création, la formalisation et le financement d'au moins 45 % d'entreprises portées par des femmes. Le don du fonds We-Fi au titre de l'initiative AFAWA allégera les frais d'initiation de prêt

destinés aux entreprises féminines et permettra d'augmenter la part de femmes entrepreneures bénéficiaires de 35 % à 45 %. « Ce programme consolide notre engagement en Tunisie en matière de promotion de l'emploi en intégrant les enseignements tirés de l'initiative Souk At-Tanmia, et les innovations opérationnelles développées par la plateforme ElnA. Il poursuit les objectifs suivants : lever les contraintes liées au passage à l'échelle et à la soutenabilité financière et générer un effet de levier sur l'investissement privé », a précisé Mme Blomberg.

STABILISATION DE LA LIBYE

Le rôle de la Tunisie salué

L'envoyé spécial pour les Etats-Unis en Libye, Richard Norland, a salué le rôle majeur de la Tunisie dans le rapprochement des points de vue entre les différents protagonistes libyens. Lors d'une rencontre, lundi dernier, à Tunis, avec le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Nabil Ammar, l'envoyé américain a réaffirmé la position de son pays en faveur d'un règlement politique pacifique en Libye. Norland a souligné la volonté de son pays de coordonner avec la Tunisie pour développer une solution politique basée sur le dialogue et la négociation, lit-on dans un communiqué du département. De son côté, Nabil Ammar a rappelé la position du président de la République Kais Saied, pour un règlement inter-libyen dans le cadre d'un consensus et sous la houlette des Nations Unies. Il a, à cette occasion, fait part du soutien de la Tunisie à tous les efforts visant à trouver un règlement global et



durable garantissant la sécurité, la stabilité et l'unité de la Libye, ainsi que la souveraineté de son peuple. La rencontre a également été l'occasion d'aborder les relations d'amitié entre la Tunisie et les Etats-Unis, et de passer en revue plusieurs aspects de la coopération bilatérale et les moyens de les renforcer. « Les

deux responsables ont notamment discuté de l'importance de renforcer la coordination au sujet des questions régionales et internationales d'intérêt commun », apprend-on de même source. La rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis en Tunisie, Joey Hood.

Mauritanie

Le Premier ministre reçoit l'Union du patronat mauritanien



Le Premier ministre Mokhtar Ould Diay a reçu en audience lundi dernier au Premier ministère les membres du bureau exécutif de l'Union Nationale du Patronat Mauritanien (UNPM), dirigé par Mohamed Zeine El Abidine Ould Cheikh Ahmed, président de l'Union. La réunion a été consacrée à la dynamisation des mécanismes de partenariat entre les secteurs public et privé. Au début de la rencontre, le Premier ministre a souligné la forte volonté politique de S.E. le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, dans le cadre de sa vision stratégique pour le pays, de faire du secteur privé national un partenaire actif dans le développement économique et social, notant la disposition du gouvernement dans ce contexte à contribuer avec toutes les facilités et incitations possibles en faveur d'un secteur privé national actif et en phase avec les ambitions du développement national. Pour sa part, le Président de l'UNPM a, au nom du Bureau, remercié les pouvoirs publics pour leurs efforts visant à faire du secteur privé national un partenaire actif dans le développement, passant en revue dans ce contexte les obstacles auxquels sont confrontés certains investisseurs nationaux et exposant certaines des principales questions et solutions qui permettront au secteur privé de contribuer efficacement au développement de notre économie nationale. Il a exprimé le soutien du secteur privé national au gouvernement dans les réformes et les programmes de développement qu'il cherche à mettre en œuvre. A l'issue de la réunion, le Premier ministre a donné consigne pour la mise en place d'un mécanisme chargé d'organiser des forums publics pour le partenariat public-privé dans les plus brefs délais pour un partenariat fondé sur les réalisations nationales communes.

GHAZA

500 écoles bombardées par les forces d'occupation sioniste

Au moins 477 des 564 écoles dans la bande de Ghaza ont été bombardées et détruites dans l'agression génocidaire menée par les forces d'occupation sioniste contre la bande de Ghaza, a rapporté le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH) dans les territoires palestiniens occupés.

Selon la source, 344 écoles ont été directement touchées et 133 autres détruites lors des combats qui se sont déroulés à proximité. Il s'agit de 264 écoles publiques, 57 écoles privées et 156 écoles de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Selon le rapport, les autorités de défense civile de la bande de Ghaza ont indiqué que, depuis octobre dernier, 180 écoles, qui sont des sites d'hébergement temporaire pour les réfugiés, avaient été touchées.

A l'aube samedi, l'armée d'occupation sioniste a perpétré un massacre dans l'école Al-Tabaen, qui abrite des Palestiniens déplacés dans le quartier d'Al-Daraj, dans la ville de Ghaza, faisant plus de 100 martyrs et des centaines de blessés. L'école servait d'abri à environ 250 déplacés, en majorité des femmes et des enfants.

Le bilan de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza depuis le 7 octobre dernier s'est aggravé à 39.897 martyrs et 92.152 blessés, précise le ministère palestinien de la Santé.



PAIX AU SOUDAN

Le gouvernement soudanais émet de sérieuses réserves sur l'approche américaine

Le gouvernement soudanais a exprimé son désaccord avec les Etats-Unis concernant des pourparlers sur un cessez-le-feu prévu cette semaine à Genève.

Fin juillet, Washington avait invité les belligérants (le gouvernement soudanais et les Forces de soutien rapide(FSR) à ce nouveau cycle de négociations pour tenter de mettre fin à un conflit qui fait rage depuis près de 16 mois.

Dans une allocution télévisée tard dimanche soir, le ministre des Médias du gouvernement soudanais, Graham Abdelkader, a affirmé que la délégation soudanaise avait constaté l'incapacité des Etats-Unis à pousser les milices rebelles (en référence aux FSR) à s'engager à mettre en oeuvre la déclaration de Jeddah », négociée l'année dernière lors d'un cycle de pourparlers en Arabie

soudaite.

Le gouvernement soudanais « rejette tout nouvel observateur ou participant », a ajouté M.Graham.

A rappeler que les négociations de Jeddah n'ont donné lieu qu'à des cessez-le-feu de courte durée l'an dernier, immédiatement rompus par l'armée et les paramilitaires.

Le conflit au Soudan oppose depuis avril 2023 l'armée, sous le commandement du général Abdel Fattah al-Burhane, aux paramilitaires dirigés par son ex-adjoint, le général Mohamed Hamdane Daglo.

Il a poussé le pays au bord de la famine, fait des dizaines de milliers de morts, provoqué le déplacement de plus de 10 millions de personnes à l'intérieur du pays et ravagé les infrastructures, selon l'ONU

Agression sioniste

Rome juge inacceptable de bombarder une école à Ghaza

Le vice-président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères italien, Antonio Tajani, a jugé inacceptable de bombarder une école à Ghaza, à la suite du massacre commis samedi dernier par l'aviation de l'occupation sioniste contre l'école Al-Tabaen qui abrite des déplacés palestiniens. Antonio Tajani, chef du parti Forza Italia (l'un des partenaires du gouvernement de coalition de droite), a écrit sur son compte X : « Il est absolument inacceptable de bombarder une école à Ghaza et de causer la mort de tant d'innocents ». Il a appelé l'entité sioniste à « respecter le droit humanitaire et à un cessez-le-feu immédiat » à Ghaza, théâtre d'une agression sioniste génocidaire depuis le 7 octobre 2023. Selon le journal italien « Corriere della Sera », Tajani a tenu une vidéoconférence avec les ambassadeurs des pays de la région afin de « suivre les développements dans la région ». A l'aube samedi, l'armée d'occupation a perpétré un massacre dans l'école Al-Tabaen, qui abrite des Palestiniens déplacés dans le quartier d'Al-Daraj, dans la ville de Ghaza, faisant plus de 100 martyrs et des centaines de blessés. L'école servait d'abri à environ 250 déplacés, en majorité des femmes et des enfants.

Pour avoir refusé d'établir une base militaire

Sheikh Hasina accuse les Etats-Unis d'être impliqués dans sa démission

L'ancienne Première ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, a accusé les Etats-Unis d'avoir joué un rôle majeur dans la vague des protestations violentes qui l'ont chassé du Pouvoir, a-t-elle déclaré au quotidien indien « The Economic Times ».

L'ancienne Première ministre, qui avait démissionné après 15 ans dans ce poste, a souligné que Washington est impliquée dans son départ, en raison de son refus de céder le contrôle de l'île de Saint-Martin, ce qui aurait permis aux Etats-Unis d'établir une base militaire dans le pays et d'exercer une influence sur le golfe du Bengale.

Elle a ajouté au quotidien économique indien que si elle avait accepté d'abandonner la souveraineté de l'île de Saint-Martin, « elle aurait pu rester au pouvoir ».

Elle s'est défendu en affirmant qu'elle « a choisi de ne pas faire de compromis sur la souveraineté de l'île », soulignant l'importance stratégique de l'île et l'influence géopolitique potentielle qu'elle représente dans la région.

L'île de Saint-Martin se trouve dans la partie nord-est du golfe du Bengale, à environ 9 km au sud de la pointe de la péninsule de Cox's Bazar-Teknaf et à 8 km à l'ouest de la côte nord-ouest du Myanmar.

Elle est une destination prisée des touristes et une ressource vitale pour la communauté locale. L'économie de l'île repose principalement sur la pêche, la culture du riz et de la noix de coco, ainsi que sur le tourisme, qui assure la subsistance de ses quelque 5 500 habitants.

Plus tôt, des médias indiens avaient rapporté que les Etats-Unis avaient proposé au Bangladesh de louer l'île de Saint-Martin dans la baie du Bengale pour y construire une base aérienne et navale américaine.

Dix jours seulement après sa nomination

Le vice-président iranien démissionne de son poste

Le vice-président iranien, Mohammad Javad Zarif, a annoncé qu'il démissionnait de son nouveau poste de vice-président iranien chargé des affaires stratégiques et de directeur du Centre d'études stratégiques.

Dans un message publié sur le réseau social X, il a déclaré qu'il n'était « pas satisfait du résultat de son travail » en tant que chef du conseil directeur chargé de sélectionner les membres du nouveau gouvernement iranien.

Selon M. Zarif, sur les 19 ministres proposés par le président iranien Massoud Pezeshkian au Parlement iranien pour approbation dimanche, trois étaient les principales recommandations de son conseil et de ses comités après l'évaluation de plus de 1.000 candidats. Il a ajouté que six candidats étaient des deuxièmes ou troisièmes choix et que l'un d'entre eux était leur cinquième choix.

Il a souligné que la sélection des ministres relevait du droit du président iranien, le conseil de direction et ses comités n'ayant qu'un rôle consultatif. Dans un message ultérieur sur X lundi, M. Zarif avait déclaré que son message de la nuit précédente « n'était pas un signe de regret ou de déception à l'égard de M. Pezeshkian », mais plutôt une indication qu'il avait des doutes quant à son « utilité » en tant que vice-président chargé des affaires stratégiques.

Mohammad Javad Zarif a souligné qu'il continuait à croire en tout ce qu'il avait dit au sujet de M. Pezeshkian pendant la campagne électorale et a exhorté le peuple iranien à continuer à soutenir le nouveau président et son administration.

dures et longues ».

Le site indique, à ce titre, que la branche espagnole de Reporters sans frontières (RSF) a dénoncé les persécutions subies par les journalistes sahraouis de la part du Maroc, qui gère l'information au Sahara occidental d'une « main de fer », sanctionnant « sans relâche » l'exercice du journalisme local et bloque l'accès aux médias étrangers.

Il rappelle, ainsi, que même le journaliste espagnol Ignacio Cembrero est dans la ligne de mire du régime marocain qui a tenté quatre procès contre lui, mais les a tous perdus. D'ailleurs, en janvier 2023, le Parlement européen a approuvé, à une large majorité, une résolution exhortant les autorités marocaines à libérer trois journalistes emprisonnés et à cesser de harceler Cembrero.

PRISONNIERS SAHRAOIS AU MAROC

La grève de la faim, une arme de défense

Depuis plus de 3 ans, un mouvement espagnol de soutien aux prisonniers politiques sahraouis continue à manifester chaque lundi devant le siège du ministère espagnol des Affaires étrangères pour exiger de l'Espagne, puissance administrante du Sahara occidental, la libération de ces prisonniers des geôles marocaines, rapporte le site ecsaharai.com.

«Le mouvement pour les prisonniers politiques sahraouis continue à manifester, chaque lundi, depuis trois ans et cinq mois, à la "Plaza de la Provincia" à Madrid (siège du ministère espagnol des Affaires étrangères) pour exiger la libération des prisonniers sahraouis, victimes de confinement, de manque d'assistance médicale et de traitements inhumains et qui n'ont pour seule arme pour se défendre que la grève de la faim », a-t-il écrit, regrettant le « silence » du gouvernement Sanchez sur les violations répétées des droits de l'homme commises par le Maroc au Sahara occidental. « Trois ans et cinq mois pour la libération et le respect des droits humains des prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines : trois ans (et cinq mois) de silence », a écrit, en ma-

juscule, ce mouvement sur une affiche brandie devant le siège du ministère espagnol des Affaires étrangères pour que l'Espagne, puissance administrante de jure du Sahara occidental, intervienne pour la libération des Sahraouis condamnés suite à des aveux obtenus sous la torture et des procès dénoncés pour leurs irrégularités et leur manque de garanties, souligne le site. Ce site rappelle l'obligation pour l'Espagne de défendre les droits de l'Homme au Sahara occidental et le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Selon ce média, la persévérance du Mouvement à défendre les droits des prisonniers sahraouis a été saluée par les prisonniers eux-mêmes et par leurs proches dans une lettre d'Ahmed Sbai, militant des droits de l'homme et président d'honneur de la Ligue pour la protection des détenus sahraouis dans les prisons marocaines (LPPS), qui purge une peine à perpétuité à la prison de Kénitra.

Dans cette lettre, Ahmed Sbai a salué la détermination et le soutien du Mouvement pour l'action qu'il mène afin de dénoncer la complicité du gouvernement espagnol avec l'occupant marocain, affirmant que cette ac-



tion « humanitaire et noble jette la lumière sur la souffrance des prisonniers ».

Ce militant révèle, dans sa lettre, que les prisonniers sahraouis font face à « l'injustice, l'oppression et la violation » de leur droit à un procès équitable, dénonçant les pratiques de l'occupant marocain visant à « condamner les Sahraouis à des peines de détention

LES INTERMÉDIAIRES « PAIRS »

Ces migrants recrutés pour dissuader leurs compatriotes de venir en Europe

À l'heure où l'Union européenne adopte un Pacte qui conforte ses ambitions d'externalisation du contrôle des migrations et de l'asile, il est impératif de s'intéresser aux acteurs du voisinage européen qui rendent possible, au quotidien, cette lutte contre les migrations irrégulières.

Car bien au-delà des autorités des pays d'origine et de transit, une myriade d'acteurs non gouvernementaux facilitent la mise en œuvre de politiques anti-migratoires aux frontières de l'Europe. Sur le continent africain, de plus en plus de personnes issues des communautés migrantes sont recrutées dans le cadre de projets de dissuasion contre la migration irrégulière financés par l'UE. Qu'ils et elles soient artistes, responsables religieux, leaders associatifs ou migrants eux-mêmes, ces intermédiaires « pairs » participent aux campagnes de sensibilisation menées par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ou d'autres acteurs internationaux. Ces intermédiaires sont recrutés pour leur proximité avec les personnes migrantes ou aspirant à migrer, et pour « leur habilité à travailler [...] dans une langue qu'[elles] comprennent [...], de la manière la plus adaptée culturellement, et en instaurant un climat de confiance ». Mais bien loin de diffuser un message neutre, ils communiquent principalement sur les risques de la migration et mobilisent un registre affectif pour décourager leurs pairs de prendre la route de l'« aventure ».

Des « leaders communautaires » indispensables

Dès 2010, une évaluation interne de l'OIM suggère de recourir à des « leaders communautaires » pour favoriser le « bouche-à-oreille » à propos du retour volontaire au sein des communautés migrantes. Ces leaders communautaires sont majoritairement des hommes, ressortissants d'Afrique subsaharienne installés de longue date au Maroc qui bénéficient d'une influence sur leurs compatriotes, notamment du fait de leur engagement dans des associations de défense des droits des migrants ou dans l'aide à la circulation irrégulière vers l'Europe. Dans un contexte de développement des projets européens destinés à la gestion des migrations, ils se sont progressivement imposés comme des interlocuteurs indispensables, non seulement à l'OIM, mais à l'ensemble des organisations impliquées dans le secteur. Jusqu'en 2014, ces intermédiaires pairs demeurent cependant employés « au noir », puisqu'en séjour irrégulier au Maroc, ils ne bénéficient pas d'un contrat de travail. Cette situation change avec l'ouverture d'une campagne de régularisation à l'égard des migrants irréguliers. Durant cette campagne, les leaders communautaires employés comme intermédiaires bénéficient du soutien de leur hiérarchie pour accéder à des titres de séjour de manière prioritaire, certaines organisations allant même jusqu'à plaider directement en leur faveur auprès des autorités marocaines.

Une expansion du secteur de l'inter-médiation

Malgré des débuts laborieux, la campagne de régularisation bénéficie finalement à 23 096 personnes, soit 85,53 % des dossiers déposés. En parallèle, la « libéralisation » de la politique migratoire marocaine accroît encore le mon-



Anissa Maâ, chargée de recherches F.R.S.-FNRS, Université Libre de Bruxelles (ULB)

tant des financements européens et augmente le besoin d'intermédiaires pairs installés localement. Le secteur s'ouvre alors à la concurrence et des migrants régularisés – hommes et femmes – sont recrutés indépendamment de leur autorité préalable sur leurs compatriotes. Certains entament leur carrière de courtage de manière autonome avant d'accéder à un poste, comme en témoigne cet intermédiaire guinéen (Conakry) :

« Moi, avant d'être [agent communautaire] dans mon association, je voulais déjà régler le problème des migrants. J'ai commencé à emmener des gens à l'hôpital à mes propres frais. [...] J'ai commencé à les accompagner, j'ai eu des contacts. Donc quand les projets sont arrivés, ils avaient besoin de moi, parce que j'avais déjà une expérience. » (Entretien, 2018) .Aujourd'hui, une pluralité de postes d'inter-médiation « par les pairs » aux labels, statuts et affiliations diverses coexistent sur le terrain. On trouve des « éducateurs pairs », des « agents communautaires », des « agents de terrain », des « chargés d'accueil », ou encore des « médiateurs » qui – selon les organisations qui les emploient – sont salariés, agents contractuels (temporaires) ou bénévoles (non rémunérés). Malgré la diversité des situations, les intermédiaires occupent généralement des emplois précaires, ce qui les pousse à chercher des sources de revenus complémentaires. Ils peuvent alors monnayer leurs services d'inter-médiation auprès des migrants ou opérer comme des facilitateurs de leur circulation irrégulière vers l'Europe. Plus généralement, les intermédiaires alternent entre différents postes ou cumulent ces derniers, comme l'explique cet interlocuteur originaire de Guinée Bissau : « Je suis "agent communautaire" et

chargé d'accueil et d'orientation" pour [deux organisations]. Je suis aussi "éducateur pair" pour l'OIM. Avant, j'étais "agent communautaire" pour une [autre organisation]. Mais tout ça, c'est un peu la même chose. C'est une personne qui est l'intermédiaire entre le bureau et la communauté subsaharienne. » (Entretien, 2018)

Des compétences « racialisées »

Malgré l'absence de critères explicites, les intermédiaires pairs identifient clairement les compétences indispensables à leur recrutement. L'un d'entre eux explique : Quand on parle de « pairs » [...], c'est toujours des Subsahariens. Parce qu'il faut passer par quelqu'un de la communauté migrante pour [...] transmettre le message [...]. Une personne qui ressemble [aux migrants]. Quelqu'un en qui ils ont confiance. » (Entretien, 2018) Cet interlocuteur utilise de manière indifférenciée les termes de « subsaharien » et de « migrant » pour décrire les intermédiaires pairs. Dans la même veine, un intermédiaire camerounais justifie son rôle dans le cadre des retours : « Y a certaines personnes qui veulent pas aller directement à l'OIM [...]. Parce qu'ils ont peur. [...] Parce



qu'il se dit, arrivé à l'OIM, tu toques, ce n'est pas ton frère subsaharien qui va te répondre. [...] Donc il préfère passer par quelqu'un comme moi. [...] Là il est rassuré. » (Entretien, 2018) .D'après ces interlocuteurs, leur capacité à nouer une relation de confiance avec leur public cible repose avant tout sur leur identification comme des membres de la communauté « subsaharienne », au singulier. Ce référentiel efface les différences existantes entre les communautés migrantes et au sein de ces dernières. Il illustre le caractère homogénéisant des représentations des organisations internationales à l'égard de leurs bénéficiaires (et de leurs intermédiaires), mais fait aussi écho aux communautés d'itinérance transnationales qui ont émergé au Maroc face à un contrôle migratoire qui vise prioritairement les personnes identifiées comme noires africaines. Contrairement à ce que suggère la citation de l'OIM reprise en début d'article, la « parité » des intermédiaires vis-à-vis de leur public cible va donc bien au-delà du partage d'une langue et d'une culture communes.

Des intermédiaires invisibilisés

Comme dans les secteurs du développement ou de l'humanitaire,

le travail des intermédiaires pairs dans la gestion des migrations est généralement peu valorisé. En particulier, les « éducateurs pairs » employés par l'OIM dans le cadre d'un « projet de promotion de la santé des migrants » ne sont pas rémunérés à proprement parler, mais simplement défrayés pour les frais engendrés par leur mission (transports, repas, téléphonie...). L'un d'entre eux, également salarié comme « agent communautaire » dans une association, décrit les revendications de ses collègues : « L'OIM a 26 éducateurs pairs au Maroc. Eux, dans leur tête, ils sont formés par l'OIM, mais l'OIM ne donne pas de travail [pas de salaire]. Or, eux, ils veulent avoir des badges directs de l'OIM, des badges qui disent qu'ils sont éducateurs pairs au nom de l'OIM. Ce sont les revendications des éducateurs pairs. Au moins, qu'ils soient reconnus ! » (Entretien, 2018) Ainsi, les points de vue de l'OIM et des éducateurs pairs divergent lorsqu'il s'agit de déterminer le statut de l'intermédiation. Les éducateurs pairs appréhendent leur intervention comme une forme de travail qui mérite à ce titre d'être reconnue et rémunérée. Cette revendication est d'autant plus légitime à leurs yeux qu'ils doivent rendre des comptes à l'OIM à l'issue de leurs activités, à propos des migrants assistés, des lieux visités, ou encore des sujets abordés au cours des sensibilisations. e sensibilisation, l'OIM occulte donc ses efforts de promotion des retours en direction des migrants, en invisibilisant – et de ce fait, en précarisant – le travail de ses intermédiaires pairs. Le contrôle migratoire dans les pays du voisinage européen est donc non seulement générateur de frontières pour les étrangers jugés indésirables, mais également producteur d'inégalités pour les petites mains qui en assurent la mise en œuvre au quotidien.

Trois clubs algériens y participent

Coup d'envoi vendredi des compétitions interclubs de la CAF

Le coup d'envoi de la saison 2024/25 des compétitions interclubs de la CAF sera donné vendredi prochain, avec la participation de trois clubs algériens, tandis que l'USM Alger est exemptée du premier tour préliminaire de la Coupe de la Confédération de football.



Outre l'USM Alger, ancien vainqueur de la Coupe de la Confédération, le football algérien sera représenté par un deuxième club dans cette compétition, le CS Constantine qui avait terminé le championnat de Ligue 1 Mobilis à la 3e place. Les hommes de Kheïreddine Madoui affronteront les Rwandais de Police FC le samedi 17 août au stade Chad-Hamlaoui de Constantine (19h00) pour le compte du 1er tour préliminaire (aller). La seconde manche se jouera le dimanche 25 août au Kigali Arena Stadium (15h00, heure algérienne). En Ligue

des champions, le MC Alger (champion d'Algérie) et le CR Belouizdad (vice-champion), sont les deux représentants algériens dans cette lucrative compétition. Le MCA affrontera les Libériens de Watanga FC, pour le compte du 1er tour préliminaire de la Ligue des champions, tandis que le CRB croquera le fer avec les Congolais de l'AC Léopards. Le deuxième tour préliminaire se jouera du 13 au 15 septembre pour la manche aller et du 20 au 22 septembre pour la manche retour, ce qui permettra de finaliser le processus du tirage au sort des phases de groupe. Les 12 meilleures équipes du classement CAF, parmi lesquelles

le champion en titre de la Ligue des Champions Al Ahly (Egypte) et le finaliste de la dernière édition Espérance (Tunisie), sont exonérées du premier tour éliminatoire. Ce même système s'applique à la Coupe de la Confédération, où douze clubs participants, dont le tenant du titre Zamaïek, sont dispensés du premier tour. Malgré le fait que les deux compétitions n'en soient qu'à leurs prémices, les passionnés de football africain peuvent s'attendre à des rencontres intéressantes. Les clubs de tout le continent mettront tout en œuvre pour se qualifier pour le deuxième tour, et finalement pour la phase de groupes des deux compétitions res-

pectives. Parmi les rencontres captivantes en Ligue des Champions, il faut noter l'affrontement entre les Young Africans, champions en titre de Tanzanie, et le Vital'O FC du Burundi. Les Egyptiens de Pyramids FC, qui ont connu une saison exceptionnelle l'année précédente, seront face au JKU SC de Zanzibar, tandis que les Sud-Africains d'Orlando Pirates FC, rencontreront Disciples FC de Madagascar. Dans le cadre de la Coupe de la Confédération, les Zambiens de Zesco United affronteront les Zimbabwéens de Dynamos FC, une rencontre qui s'annonce captivante et pleine de suspense.

WA Tlemcen Le club nomme son nouveau staff technique

Le WA Tlemcen sera dirigé par un nouveau staff technique lors de la prochaine saison (2024-2025), en tête l'entraîneur en chef Djilali Lakhdari, a-t-on appris hier auprès de ce club pensionnaire du championnat inter-régions de football (Gr. Ouest). Lakhdari sera assisté par Mohamed Houti, comme coach adjoint et de l'ancien international, Hichem Mezair, qui sera chargé de la préparation des gardiens de buts, alors que Lyes Serir, lui, a été désigné au poste de préparateur physique, précise-t-on de même source. Le nouvel entraîneur du "Widad" succède à l'ancien défenseur international, Kheïreddine Kheris, qui avait dirigé les "Zianides", la saison passée, en compagnie de son ancien coéquipier dans ce même club et en sélection algérienne, Kamel Habri. Les deux techniciens, qui ont réussi à atteindre les quarts de finale de la coupe d'Algérie, ont terminé le championnat à la troisième place, ce qui n'était pas suffisant pour les Bleu et Blanc pour retrouver la Ligue 2 qu'ils ont quittée lors de l'exercice d'avant. Côté effectif, le WAT a déjà lancé son opération de recrutement, en engageant pas moins de cinq nouveaux joueurs, en l'occurrence le portier Sefioune Ahmed et l'attaquant Chat El Arbi (MC Saïda), le milieu de terrain Moussa Habis et l'attaquant Yacine Mebari (CR Ben Badis), ainsi que le défenseur central, Abdessamad Gounti (ES Ouled Mimoun), informe-t-on encore. Une réunion a regroupé, au début de cette semaine, les responsables de la section football avec l'ensemble des membres du staff technique et les joueurs au cours de laquelle tout le monde s'est mis d'accord pour viser l'accession, selon la même source. Pour rappel, il y a trois saisons, le WAT évoluait en Ligue 1, avant de signer deux relégations de suite pour se retrouver, depuis l'exercice dernier, en troisième palier.

US Biskra Le défenseur Hamza Salem rejoint le Paradou AC



Le Paradou AC, sociétaire de la Ligue 1 algérienne de football, a annoncé hier le recrutement du défenseur Hamza Salem, en provenance de l'US Biskra, un autre club de Ligue 1 Mobilis. Cependant, la direction "Paciste" n'a précisé ni le montant, ni la durée du contrat signé par ce joueur de 26 ans, qui avant de rejoindre les Zibans avait évolué à l'Entente de Sétif. Le Paradou se trouve actuellement à Maribor (Slovénie) pour y effectuer un stage de préparation, sous la houlette de son nouvel entraîneur, le Tunisien Radhi Jaïdi, qui a succédé au Français Corentin Martins, parti rejoindre le CR Belouizdad. Les Académiciens avaient effectué le plus gros de leur préparation lors d'un précédent stage à Alger, et ils se sont rendus en Slovénie essentiellement pour disputer des matchs amicaux, dans le cadre de la phase pré-compétitive. Après le nul (1-1), concédé jeudi dernier face au FC Al-Dhafra (Div.2/ Emirats arabes unis), les camarades de Boulebina ont remporté leur deuxième match amical (3-2) face au Lokomotiv Zagreb, sociétaire de la 1re Division croate. Le PAC avait terminé la saison 2023-2024 à la sixième place, en compagnie de la JS Kabylie, avec 42 points pour chaque club, loin derrière le MC Alger (65 pts), sacré champion d'Algérie pour la 8e fois de son histoire.

JO-2024 : Retour des athlètes algériens

Fiers d'avoir offert trois médailles à leur pays

Les athlètes algériens couronnés aux Jeux olympiques JO-2024 disputés à Paris du 26 juillet au 11 août, ont exprimé leur "fierté" d'avoir offert à l'Algérie trois médailles (2 or et 1 bronze), lors de ce grand rendez-vous sportif mondial. "C'est un rêve d'enfance qui se réalise, car cela fait plus de 8 ans que j'attendais cette médaille. Grâce à Dieu, j'ai fini par atteindre mon objectif", a réagi à la presse la boxeuse Imane Khelif, championne olympique chez la catégorie de 66 kg, peu après le retour de la délégation algérienne ce lundi à l'aéroport international Houari-Boumediène. L'Algérie a participé aux JO de Paris avec un total de 46 athlètes (27 messieurs et 19 dames), engagés dans 15 disciplines différentes. Elle a récolté trois médailles (2 or et 1 bronze), égalant ainsi sa meilleure performance aux olympiades, réalisée lors des Jeux d'Atlanta en 1996. "Même mes camarades qui n'ont pas eu la chance d'être médaillés à Paris ont tout donné, car l'objectif était le même pour tous: rendre le peuple algérien fier et j'espère que nous avons réussi dans cette quête", a-t-elle ajouté. De son côté, la jeune étoile montante de la gymnastique mondiale, Kaylia Nemour (17 ans),



sacrée aux barres asymétriques, a tenu quant à elle, à "adresser un remerciement particulier au peuple algérien", pour son soutien indéfectible, surtout pendant les moments difficiles qui avaient suivi sa grave blessure. "Je suis très fière d'offrir cette médaille d'or à l'Algérie", a-t-elle souligné. Médaillé de bronze sur le 800 m, Djamel Sedjati, auteur de la troi-

sième meilleure performance mondiale de tous les temps sur cette distance, s'est dit "satisfait des résultats" obtenus à Paris. "Pour nous, ces Jeux avaient une certaine particularité. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons tout fait pour y réussir la meilleure participation possible. Dieu merci, mes camarades Nemour et Khelif ont réussi à décrocher l'or

et je les félicite pour cet exploit", a déclaré le natif de Tiaret. L'Algérie a démontré pendant les olympiades parisiennes la compétitivité de ses représentants, dans différentes épreuves, allant de l'athlétisme à la gymnastique, en passant par la boxe, le judo et les sports nautiques (aviron, canoë-kayak), témoignant ainsi des progrès réalisés par le sport national.

À quel point la climatisation réchauffe-t-elle l'air extérieur ?

Avec les fortes chaleurs, davantage de monde utilise la climatisation pour se rafraîchir et se protéger de la canicule. Mais cette installation a un impact environnemental, notamment sur l'air extérieur. Est-il vrai de dire que la climatisation réchauffe l'air extérieur ? On vous explique.

A la maison, dans la voiture... On utilise au quotidien la climatisation. Dans certaines régions, l'été, elle est même devenue vitale à cause de la montée des températures d'année en année. On estime d'ailleurs qu'un quart de la population française possède un système de clim chez lui. Cette dernière aurait cependant des effets négatifs sur le climat et sur le réchauffement de la planète, car on estime que mettre la climatisation réchauffe l'air extérieur. Est-ce bien vrai ?

De 0,5 à 1 °C sur la température extérieure

La climatisation est très énergivore en électricité et leur utilisation représente 10 % de la consommation d'électricité à l'échelle de la planète. L'Agence internationale de l'énergie estime d'ailleurs que d'ici 2050, environ 5,6 milliards de climatiseurs seront présents dans le monde, contre 1,6 milliard actuellement. Ce qui prouve leur intérêt grandissant avec le réchauffement climatique. Le problème, c'est que selon une étude publiée en 2012 par le CNRS et Météo France, la climatisation réchauffe bien l'air extérieur. Et même de 0,5 °C à l'échelle d'un arrondissement et de 1 °C à l'échelle d'un quartier et elle pourrait augmenter de 2 °C à



l'échelle de Paris d'ici 2030, selon les différents scénarios et simulations. La raison à cela, c'est que les climatiseurs prélèvent la chaleur de la pièce et l'évacuent directement vers l'extérieur, ce qui contribue au réchauffement avec le cumul de tous les appareils.

Et pour la climatisation en voiture ?

« Tu peux laisser ta fenêtre ouverte, la climatisation ne pollue pas ! » Dans l'esprit commun, on estime que la climatisation de la voiture a peu ou pas d'impact sur l'environnement. Mais utiliser la climatisation en roulant engendre une surconsommation en carburant. Le problème, c'est que plus une voiture consomme de l'es-

sence et plus elle produit du gaz à effet de serre par son pot d'échappement et donc réchauffe la planète. « Moins on consomme de carburant, moins on émet de dioxyde de carbone (CO2) et moins on contribue au changement climatique ! », avertit l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Si la clim est souvent essentielle

pour conduire, certains petits gestes peuvent permettre de réduire l'impact sur la planète. Par exemple, se garer à l'ombre, éteindre la climatisation automatique tant qu'il ne fait pas trop chaud, ouvrir les fenêtres pour évacuer la chaleur de la voiture avant d'enclencher la clim ou la limiter à 4 ou 5 °C de moins que la température extérieure.

SELON COPERNICUS

2024 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée

Juillet 2024 a été un tout petit peu moins chaud que juillet 2023 mais cela n'est pas pour autant rassurant: selon Copernicus, l'observatoire européen du changement climatique, il est désormais "de plus en plus probable" que 2024 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée. La série de 13 records mensuels consécutifs de chaleur à la surface de la Terre "a pris fin, mais seulement d'un cheveu", souligne Samantha Burgess, cheffe adjointe du service changement climatique (C3S) de Copernicus, dans un communiqué. En effet, au cours du mois dernier, marqué par des records de chaleur en Grèce ou au Japon et un mercure dépassant les 48°C au Maroc et ayant provoqué 21 morts en 24 heures, la température moyenne à la surface du globe a été de 16,91°C, soit seulement 0,04°C plus basse que le précédent record de juillet 2023, indique le bulletin mensuel de Copernicus. La chaleur a été particulièrement élevée dans l'ouest des États-Unis et du Canada, dans la majeure partie de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie, ainsi que dans l'est de l'Antarctique, ainsi qu'en Europe qui a connu son deuxième mois de juillet le plus chaud, après juillet 2010. Au global, le mois reste 1,48°C plus chaud qu'un mois de juillet normal pour la période 1850-1900, avant que les hommes ne commencent à rejeter en masse des gaz à effet de serre. C'est certes un peu moins que la limite symbolique des 1,5°C, qui avait été franchie chaque mois depuis un an. Mais juillet 2024 restera le deuxième mois le plus chaud jamais enregistré, toutes saisons confondues, souligne Copernicus. Et "le contexte général n'a pas changé: notre climat continue de se réchauffer", souligne Mme Bur-



gess. "Les effets dévastateurs du changement climatique ont commencé bien avant 2023 et se poursuivront jusqu'à ce que les émissions mondiales de gaz à effet de serre atteignent la neutralité carbone". "Le monde est en train de devenir trop chaud pour que nous puissions y faire face", s'est alarmé mercredi Celeste Saulo, la vice-présidente de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Et en effet, juillet n'a pas été épargné par les conséquences dévastatrices du changement climatique. Par ailleurs, le monde a battu en juillet deux jours de suite le record de la journée la plus chaude jamais enregistrée, les 22 puis 23 juillet. Et les océans, qui absorbent 90% de l'excès de chaleur généré par les activités humaines, continuent de surchauffer. Leur température moyenne en juillet a été de 20,88°C, soit la deuxième plus haute valeur mensuelle pour un mois de juillet, seulement 0,01°C de moins que le record établi l'an dernier, après 15 records mensuels consécutifs. Cela reste inquiétant car on aurait

pu s'attendre à une baisse plus importante alors que le phénomène climatique El Niño, connu pour augmenter la température des océans, touche à sa fin. Preuve en est, le mercure dans la zone du Pacifique équatorial, zone dans laquelle El Niño se manifeste particulièrement, a commencé à descendre, "ce qui indique le développement d'un La Niña", la version opposée de ce phénomène d'oscillation thermique, qui contribue normalement à rafraîchir la planète. Malgré cette évolution, beaucoup d'experts prédisent déjà que 2024 sera plus chaude que 2023, qui était déjà une année record. Depuis janvier, la température mondiale est déjà 0,27°C plus chaude que la même période de 2023, souligne Copernicus. Il faudrait une forte baisse pour la fin d'année pour que 2024 termine en dessous de 2023. Or "cela s'est rarement produit" depuis le début des mesures, "ce qui rend de plus en plus probable le fait que 2024 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée", conclut Copernicus.

Incendies en Grèce

Ordres d'évacuation de plusieurs localités près d'Athènes

La protection civile grecque a ordonné lundi l'évacuation de plusieurs villes de la banlieue nord-est d'Athènes, menacées par un violent incendie qui a démarré dimanche et prend de l'ampleur.

"Feu de forêt près de vous. Suivez les instructions des autorités", a écrit la protection civile dans des SMS envoyés à toute personne se trouvant dans la région concernée, avec des indications quant à la direction à prendre pour les évacuations. L'incendie a entraîné dans la nuit de dimanche à lundi l'évacuation de la ville historique de Marathon, à 40km au nord-est d'Athènes, qui compte plus de 7.000 habitants. Au moins cinq nouvelles localités ont été évacuées au petit matin de même que deux hôpitaux, l'un pédiatrique et l'autre militaire, à Penteli, à une quinzaine de kilomètres au nord-est de la capitale. Les autorités grecques ont ouvert le stade olympique OAKA, dans le nord d'Athènes, pour accueillir les milliers de personnes déplacées. "Toutes les forces de la protection civile ont livré bataille toute la nuit et malgré des efforts surhumains, l'incendie continue de se propager très vite et se dirige vers Penteli", a expliqué lors d'un point presse Vassilis Vathrakogiannis, porte-parole des pompiers. Un total de 510 pompiers et 152 véhicules ont été déployés, et 29 avions survolent la zone depuis qu'il fait jour, a-t-il ajouté. Dimanche après-midi, les pompiers étaient parvenus à maîtriser 33 des 40 départs de feu qui s'étaient déclarés au cours des 24 heures précédentes. Le ministre grec de la protection civile avait prévenu samedi que la moitié du pays était soumise au moins jusqu'au 15 août à un risque élevé d'incendie en raison des températures élevées, de vents soufflant en rafales et de la sécheresse.





Activité sportive en été

6 conseils pour faire du sport quand il fait chaud

Peut-on faire du sport quand il fait chaud ? Est-il dangereux de faire du sport quand le soleil tape le plus ? Quand la température approche ou même dépasse 25 °C, il convient de respecter quelques règles essentielles et d'être vigilant afin d'éviter le coup de chaleur et de ne pas faire souffrir inutilement votre organisme. Déconseillé en extérieur aux heures les plus chaudes, il est toutefois possible de pratiquer votre sport préféré en été, moyennant certaines précautions et sous certaines conditions.



d'électrolytes.

Lorsqu'il fait chaud, quelques règles de prudence s'imposent si vous souhaitez pratiquer une activité physique ou sportive. Comment s'habiller correctement ? Comment choisir le bon endroit et le bon moment ? Comment reconnaître les symptômes du coup de chaleur ? Voici nos six conseils pour faire du sport quand il fait chaud :

1. S'hydrater

La règle numéro 1 quand il fait chaud ! Quand il fait chaud, il faut absolument boire suffisamment et au même temps anticiper la sensation de soif, car celle-ci apparaît souvent trop tard. La déshydratation est à la base de la plupart des malaises liés à la chaleur. Commencez à vous hydrater avant même d'entamer votre activité et optez pour l'eau ou pour une bonne boisson sportive à base

2. Commencer tôt le matin

Une autre règle d'or est de bien choisir le moment pour pratiquer. L'idéal, c'est de s'entraîner avant 10 heures le matin, quand le soleil n'est pas à son zénith, les températures sont encore fraîches et il y a encore de l'ombre. Évitez à tout prix de vous entraîner pendant les heures les plus chaudes de la journée. Et ne partez pas non plus le ventre vide, mais commencez votre journée avec un petit déjeuner léger, à base de fruits frais, de céréales et d'un produit laitier.

3. S'habiller correctement

Les fortes chaleurs favorisent la transpiration. Pour éviter de vous retrouver trempé, il est important de porter des vêtements adaptés. L'essentiel, c'est de porter des vêtements souples (qui ne collent pas au corps), de couleurs claires de préférence (le blanc ne retient pas la chaleur, contrairement aux

teintes sombres). Et en ce qui concerne la matière : privilégiez les vêtements en coton ou en fibres fonctionnelles ou synthétiques qui permettent d'évacuer la transpiration et de limiter le réchauffement du corps.

4. Bien choisir son sport

Lorsqu'il fait chaud, on recommande la pratique de sports moins intenses. Quelques sports à privilégier : La natation (de préférence en piscine intérieure) allie un effort physique doux et un rafraîchissement appréciable. Attention : mouillez-vous la nuque avant d'entrer dans l'eau pour éviter un choc thermique (la différence entre les températures élevées et l'eau froide, aussi connue comme hydrocution). La marche (tôt le matin ou tard le soir) est également un sport recommandé en cas de température extérieure élevée. Elle permet de travailler les muscles et d'activer la circulation sanguine sans trop faire monter la

température corporelle.

5. Habituer son corps à la chaleur

Si vous voulez continuer à pratiquer votre sport préféré en été, commencez lentement, afin d'habituer votre corps la chaleur de l'été. La saison printanière est idéale avec ses journées d'ensoleillement progressif.

6. Savoir reconnaître le coup de chaleur

Lorsque votre corps est soumis à un effort trop important, il peut être victime du fameux « coup de chaleur ». Le coup de chaleur (ou hyperthermie) est une augmentation de la température corporelle en raison de l'accumulation de chaleur exogène (c'est-à-dire issue de l'environnement et non pas produite par le corps), accompagnée de certains symptômes caractéristiques (fièvre modérée ou forte [supérieure à 40 °C], peau rouge et chaude, pouls accéléré, perte de connaissance). Les signes annonciateurs du coup de chaleur peuvent inclure la soif, des crampes, des étourdissements, des maux de tête, voire des nausées. Si, au cours d'un effort physique, vous ressentez un ou plusieurs de ces symptômes, arrêtez-vous immédiatement, mettez-vous dans un endroit frais et à l'ombre, reposez-vous et buvez de l'eau ou une boisson énergétique par petites gorgées. Si les symptômes persistent ou s'aggravent, consultez votre médecin.

Ingrédient incontournable Faites rayonner votre peau avec la vitamine C

La vitamine C est un ingrédient incontournable pour une peau ferme, fraîche et éclatante de santé. Mais non seulement un régime alimentaire équilibré vous assure un apport suffisant en vitamines, vos soins quotidiens jouent également un rôle important dans l'apport en nutriments essentiels à votre peau, pour un teint lumineux et éclatant de santé. Les facteurs extérieurs peuvent être à l'origine du manque d'éclat et de lumière de votre peau, et votre peau peut vieillir de manière précoce à cause du stress oxydatif. Heureusement, vous pouvez résoudre une grande partie de ces problèmes avec une dose quotidienne de vitamine C. Il est important de maintenir votre peau en bonne santé avec un bon régime alimentaire, mais les produits de soin riches en vitamine C sont aussi très importants pour la peau. Cela signifie que votre peau doit être nourrie de cette vitamine tant de l'intérieur que de l'extérieur. La vitamine C constitue un antioxydant et allie beauté de taille qui permet de lutter contre le vieillissement cellulaire. De plus, elle protège des maladies coronariennes et dégénératives (cataracte, dégénérescence maculaire, etc.), de certains cancers et plus globalement du stress oxydatif, c'est-à-dire des dommages causés par les radicaux libres. Des études ont montré qu'un apport local de vitamine C pour la peau aiderait également à lutter contre l'hyperpigmentation. Cet apport aide en outre à diminuer l'apparition des dégâts cutanés causés par les rayons UV. Les études ont également montré que la vitamine C aide à améliorer la production de collagène. Votre peau aura ainsi plus de volume, sera plus élastique et paraîtra plus jeune. Enfin, la vitamine C est capable d'accélérer le renouvellement naturel des cellules de la peau, c'est-à-dire d'accélérer le métabolisme des cellules, ce qui permet à la peau de se renouveler plus rapidement et de réduire visiblement les signes de vieillissement et de fatigue.



Spécialiste du pied, le pédicure-podologue prodigue des soins spécifiques qui peuvent grandement soulager les douleurs des pieds. Quand le consulter ? Professionnel de santé paramédical, le podologue pratique des soins d'hygiène – notamment lorsqu'ils sont difficiles à accomplir par le patient lui-même –, soigne les maladies de la peau et des ongles et peut aussi intervenir pour corriger les troubles de la marche, les douleurs et les malformations. Il n'y a aujourd'hui plus qu'un seul diplôme de pédicure-podologue, qui n'est pas un diplôme de médecine, bien que certains médecins soient formés en podologie. Il convient toutefois de bien différencier les soins de pédicure des soins de podologie. La pédicure traite les affections de la peau et des ongles comme les cors, les durillons ou les verrues (contrairement aux pédicures en institut de beauté qui ne s'attache qu'aux

Ne pas confondre avec pédicure Quand faut-il faire un bilan chez le podologue ?

soins esthétiques), tandis que la podologie permet la prise en charge de pathologies ou déformations qui peuvent nécessiter la fabrication d'orthèses. Le pédicure-podologue intervient notamment dans la prise en charge de l'arthrose, du diabète ou encore de la perte d'équilibre. Une première consultation peut avoir lieu à tout âge. Le praticien s'adaptera alors aux besoins de ses patients. A partir de 4-5 ans, il peut être utile de consulter un podologue si vous remarquez que votre enfant a des difficultés à marcher normalement ou en cas de handicap. Cela permettra de corriger d'éventuels déséquilibres et le podologue pourra vous recommander les chaussures les plus appropriées aux premières années de marche.



Une fois adulte, les motifs de consultation peuvent varier. Le podologue peut prescrire des semelles sur mesure pour corriger certaines affections ou déformations, notamment osseuses. Si les personnes jeunes

n'ont pas à faire un bilan podologique tous les ans, il est recommandé de montrer ses pieds au moins une fois par an à son médecin-traitant, pour s'assurer de leur bonne santé. A noter que les personnes diabétiques doivent particulièrement prendre soin de leurs membres inférieurs, qui peuvent être sujets à de nombreuses complications. Enfin, après 65 ans, le podologue s'assurera avant tout du confort de la marche et de la prévention des maladies articulaires, de la perte d'équilibre ou des chutes. Un bon suivi podologique contribue au maintien de l'autonomie des personnes âgées, à raison d'un rendez-vous de contrôle par an. Pour éviter les complications, notamment de la peau et des ongles, il est essentiel de respecter quelques règles d'hygiène et de bien choisir ses chaussures. Lavez vos pieds une fois par jour avec un savon doux et séchez-les soigneusement.

LE MEDIATEUR MAGHREBIN
Quotidien National d'information
www.lemediateurmaghrebain.dz
Quotidien national d'information
édité par sarl dihia lilialam

Directeur de publication
Mesbah Hafid
Directeur Administratif
Chabane Nassim
Rédacteur en Chef
Keddouh Mohand Seghir
Directeur technique
Hamadi Lyes

Adresse Email:
lilialamsarldihia@gmail.com
Adresse:
N°72 oued tarfa 1^{er}
étage lot N°20 draria Alger
Nombre de tirage :
2000

PUBLICITÉ
" Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité "
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression Simpral
Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous les articles sauf accord de la rédaction.

LE MEDIATEUR MAGHREBIN

Quotidien National d'information

Mercredi 14 août 2024 - N°: 187 - Prix: 10 DA - Email: lemediateurmaghrebin454@gmail.com

Alger	31°	22°
Oran	31°	22°
Annaba	31°	24°

HORAIRES DE PRIÈRES À ALGER

Fajr	04:29
Sunrise	06:02
Dhuhr	12:52
Asr	16:38
Maghrib	20:43
Isha	21:10



CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

La 3^e édition du 5 au 7 décembre prochain à Alger

Le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises organisera la 3^e édition de la Conférence africaine des start-up, prévue du 5 au 7 décembre 2024 au Centre international des conférences (CIC) d'Alger, a indiqué lundi dernier un communiqué du ministère.

Placée sous le thème "Réimaginer l'Afrique par l'intelligence artificielle", cette conférence, la "plus grande" de son genre en Afrique, vise à réaffirmer l'importance de l'innovation et des technologies avancées dans la relance du développement socioéconomique du continent, a précisé la même source. Cet événement verra la participation de plus de 25.000 participants parmi les entrepreneurs, innovateurs et investisseurs, ainsi que 45 ministres africains chargés des domaines de l'innovation et des start-up, s'élevant en "rassemblement de premier plan" dans le continent. La 3^e édition de la Conférence vise à évaluer la mise en œuvre de la feuille de route et de la charte adoptées lors des éditions précédentes, et à élaborer une nouvelle feuille de route pour le développement de l'intelligence artificielle en Afrique. Elle prévoit également des sommets et des ateliers spécialisés, regroupant des experts, des investisseurs et des entrepreneurs pour échanger des idées et des expertises, et renforcer les capacités de réussite des start-up. Au menu de cette Conférence figurent plusieurs activités dont le Sommet africain du capital-risque qui offrira une plateforme de rencontre entre investisseurs et porteurs de projets innovants pour examiner les opportunités de financement et de collaboration, ainsi que des panels sur les défis et les opportunités liés au développement de l'intelligence artificielle en Afrique et la manière de transformer les idées innovantes en résultats concrets à même de contribuer au développement durable. La 3^e édition de



la conférence accueillera une grande exposition dédiée aux nouvelles technologies et dernières innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle, qui permettra aux participants de découvrir de nouveaux produits et solutions, et d'interagir avec les entreprises pionnières dans ce domaine. Le ministère a souligné dans son communiqué que cet événement sera "une occasion unique" de rassembler des personnalités économiques et intellectuelles éminentes du monde entier partageant le même objectif, celui de promouvoir l'innovation et le développement en Afrique. Il a affirmé, dans ce sens, que la Conférence constituera le "point de départ" de nouvelles initiatives visant à sou-

tenir les jeunes et les innovateurs en Afrique, pour les aider à transformer leurs idées en projets réussis et contribuer à construire un avenir plus prospère pour le continent. Depuis sa première édition en 2022, "la Conférence africaine des startups est devenue une plateforme vitale pour l'échange d'expériences et d'idées et un espace commun entre les différents pays africains pour renforcer l'écosystème de l'entrepreneuriat et de l'innovation", ajoute le communiqué. Les précédentes éditions de cette Conférence ont connu un "grand succès", en contribuant à l'établissement de partenariats stratégiques et au développement de programmes innovants visant à soutenir les start-up en Afrique.

Semant la terreur à Birkhadem (Alger) Une bande de quartier neutralisée

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) relevant de la sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs, ont procédé au démantèlement d'une bande qui semait la terreur parmi les habitants de Birkhadem, et à la saisie d'armes blanches de différentes catégories, a indiqué hier un communiqué de ces services. Les services de sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade mobile de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs, "ont arrêté 15 suspects, dont des repris de justice, qui actuaient au sein d'une bande semant la terreur parmi les habitants de Birkhadem, outre la saisie d'armes blanches de différentes catégories", précise le communiqué. L'opération a été enclenchée "après la réception d'un appel au niveau du centre de commandement et de contrôle de la sûreté de la wilaya d'Alger via le numéro vert 48-15 signalant une violente rixe avec des armes blanches prohibées, des produits pyrotechniques et des bâtons entre un groupe d'individus et des repris de justice au niveau d'un quartier de la commune de Birkhadem, ayant fait plusieurs blessés", ajoute la même source. Suite à cet appel, les éléments de la brigade mobile se sont rendus sur place, où "15 suspects ont été arrêtés, et 11 armes blanches de différentes catégories et tailles, 3 bâtons et des produits pyrotechniques ont été saisis". Après achèvement des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le parquet territorialement compétent pour "constitution d'une bande semant la terreur, rixe sur la voie publique avec des armes blanches prohibées, et atteinte à l'ordre public", conclut le communiqué.

DÉCÈS DU DOYEN DE LA FAMILLE AL-SABAH Le président Tebboune présente ses condoléances à l'Emir du Koweït

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier, un message de condoléances à l'Emir de l'Etat du Koweït frère, son Altesse Cheikh Mechaal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, suite au décès du doyen de la famille Al-Sabah, Cheikh Salem Al-Ali Al-Mubarak Al-Sabah. "Altesse et cher frère, j'ai appris avec une immense tristesse le décès du doyen de la famille Al-

Sabah, Cheikh Salem Al-Ali Al-Mubarak Al-Sabah après un riche parcours au service de l'Etat du Koweït frère", lit-on dans le message de condoléances. "En cette douloureuse épreuve, je présente à votre Altesse et, à travers vous, à toute la famille des Al-Sabah, mes sincères condoléances, vous assurant de notre sympathie et de notre compassion et priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa

sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis et de vous prêter, ainsi qu'à vos proches, patience et réconfort et de vous préserver de tout malheur", a écrit le président de la République dans son message. "Tout en vous réitérant mes sincères condoléances, veuillez croire, Altesse et cher frère, à l'expression de mes sentiments les plus respectueux", a ajouté le président de la République.

GESTION DES BIENS CONFISQUÉS

Le groupe AGM récupère l'unité de matériel agricole à Tlemcen

Le Groupe public de l'industrie mécanique (algerian group of mechanics-AGM), a indiqué hier dans un communiqué, avoir procédé, dans le cadre de l'opération de récupération des biens et avoirs confisqués par des décisions judiciaires définitives, à la récupération de l'unité de matériel agricole (Agro-Industrie), établie dans la wilaya de Tlemcen. L'opération a été effectuée dans le cadre de la mise en œuvre et de l'application des instructions des autorités suprêmes du pays, relatives aux biens et avoirs confisqués par des décisions judiciaires défini-

tives, et conformément aux instructions du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, lors de la réunion qu'il a tenue avec les responsables des groupes industriels le 8 août dernier, explique la même source. Elle a eu lieu en présence de la partie destinataire, représentée par le directeur général du Groupe AGM, accompagné du Président du conseil d'administration de l'entreprise nationale de construction de matériels agricoles (CMA), ainsi que le directeur régional des biens de l'Etat de la wilaya de Tlemcen. A cet effet, il a

été procédé à la signature du procès-verbal de remise et de cession, ainsi qu'à la désignation d'un responsable pour gérer la société récupérée à partir du 11 août 2024, ajoute le document. Saisissant l'occasion, le DG du Groupe AGM a instruit les responsables de la CMA, ainsi que le nouveau responsable de l'entreprise récupérée à relancer la production, préserver la main d'œuvre et assurer le développement des capacités de l'unité afin de créer plus de richesses et de nouveaux emplois dans cette wilaya, a fait savoir le communiqué.

